

UBUNTU N° 55 : LIRE, ECRIRE et PENSER L'AFRIQUE et les CARAÏBES

EDITO

CE MOIS-CI



Caboteur en ruine : plus de 500 migrants noyés.
= Les garde-côtes grecs et Frontex qui les avaient repérés n'avaient pu les secourir – avaient-ils essayé?

Sous-marin touristique : 5 milliardaires partis faire du tourisme auprès du Titanic à 250 000 dollars la place.
= pendant 3 jours, des moyens colossaux (des avions - 6 navires – des sous-marins) ont essayé de les secourir.
La presse du monde entier en a fait état d'heures en heures.

Sans commentaires!

p.1 : EDITO

p.2 Signons l'Initiative Citoyenne Européenne !

ACTUALITES ET DIVERS de 3 à 14

Le coup de gueule de GIMS

Le foot féminin et le hidjab?

Les pensionnats de la honte en Guyane

Les homes indiens

HADJA IDRISSE BAH, combat pour les droits des jeunes guinéennes

Un migrant adopté aide les autres Le travail des enfants au Kenya

La propagande russe en Afrique

Wagner une fortune pour les Etats africains

Au Soudan : la famine menace, les combats continuent et l'aide humanitaire n'arrive pas

Attaque dans un lycée en OUGANDA

La lutte contre les ADF en RDC?

NAUFRAGE D'UN BATEAU DE MIGRANTS

Remplacer la viande de brousse dans nos assiettes et conserver la faune

Les otages – contre-histoire d'un butin colonial

Encore un séisme en Haïti Inondations, séismes, gangs...

Au Maroc, des femmes s'imposent dans l'univers gnaoua

Le roi des Pays-Bas présente ses excuses pour l'esclavage

Norman AJARI : La dignité ou la mort

Arthur Flayer Laleix : Et les blancs sont partis

Celia Salai : Violences policières : mon père et le « panier à salade »

FILM : « marseilleS », au miroir des impensés colonialistes

Maître Gazonga : le chanteur le plus populaire de son époque

p.18à26 : Nos référents : ACHAC – Africultures – Africavivre - D'ailleurs et d'ici - Amnesty internationale – ATTAC - La Cimade – Madinin'arts - Mondafrique – Mrs Roots

INITIATIVE CITOYENNE EUROPENNE



Ville de Rennes, Agora Lab, MIR, Maison de quartier de Villejean, le Collège Rosa Parks, les collégiens d'une classe de 3^è de ce collège et leur enseignant, Europe Rennes 35, MATA, des étudiantes du master 2 de droit de l'Union européenne, les doctorants de l'institut de l'ouest droit et Europe (IODE, UMR CNRS) de l'université de Rennes 1 et leurs enseignants, des étudiants en sciences politiques, en info-com, en géographie, UTUD, DIDA, le collectif de soutien aux personnes sans papiers, la LDH, les bénévoles et militants d'associations de Villejean, Solidarité Partage des Savoir-Faire, ses stagiaires, des bénévoles et militants d'associations de solidarité internationale et d'associations locales, des membres du collectif des personnes sans papiers de Rennes, des personnes intéressées, Eyk.



Rendre contraignantes

dans les États membres des normes d'accueil en matière d'alimentation, de santé, de logement, d'éducation et de travail, qui garantissent aux demandeurs d'asile des conditions de vie dignes, comparables dans tous les États.



Instaurer

un nouveau mécanisme de répartition des demandeurs d'asile dans l'Union européenne, reposant sur leur libre arbitre et sur la solidarité effective entre les États membres (réviser le règlement de Dublin).

GARANTIR

UN ACCUEIL DIGNE DES MIGRANT·E·S EN EUROPE



SIGNONS



L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE
#DignityInEurope – dignity-in-europe.eu

Le coup de gueule de GIMS



S'il fait partie du paysage français et plus largement de celui de la francophonie depuis de longues années désormais, Gims ne possède toujours pas la nationalité française à 37 ans. Alors pourquoi ? Qu'en pense-t-il ? Récemment, le rappeur et chanteur s'est exprimé sans détour sur le sujet au micro de « Quelle Epoque »

Toujours pas Français, le message sans détour de Gims :

Né à Kinshasa en 1986, Gims est arrivé en France avec sa famille en 1988, alors qu'il était âgé de deux ans. Voilà donc 35 ans qu'il est sur le territoire... sans avoir pour autant obtenu la nationalité, malgré deux tentatives

La période est délicate pour Gims. Après un dernier album qui n'a pas atteint les ventes espérées, l'ancien membre de Sexion d'Assaut paie aussi une image quelque peu écornée. La cause ? La fameuse « affaire de la bonne année » il y a quelques mois et, plus récemment, ses élucubrations fantaisistes sur les pyramides égyptiennes. Rien de bien étonnant, donc, à voir l'interprète de « J'me tire » tenter de se refaire une santé médiatique auprès du grand public en étant l'invité de « Quelle Epoque », le talk-show en vogue du moment. C'est d'ailleurs dans cette émission que Gims a évoqué un sujet qui lui tient à cœur, et qui n'est toujours pas résolu : la nationalité française.

J'ai demandé la nationalité deux fois, et apparemment, je n'en suis pas digne. J'ai passé tous les tests pour devenir Français. Il faut savoir dire : « Ça c'est un four, ça c'est une fourchette, c'est une cuillère, ça c'est une voiture »... J'ai passé tous les tests avec 10/10. Mais c'est compliqué. Je suis dépassé moi-même, c'est un sujet complexe.

Si l'on en croit les propos de Gérald Darmanin il y a quelques mois, le refus d'attribuer la nationalité française à Ghandi Djuna (son vrai nom, ndlr) est motivé par ses propos polémiques sur la nouvelle année, lorsqu'il avait incité les musulmans à ne surtout pas la souhaiter. « De manière générale, être tenant d'un islam rigoriste, ce n'est pas une bonne preuve d'assimilation à la société française », avait avancé le ministre de l'Intérieur.

Gims, qui s'est excusé à plusieurs reprises pour cette polémique, n'entend pas lâcher l'affaire. Il y a quelques semaines, il avait d'ailleurs étayé son rapport à la France dans une interview au micro d'Europe 1, avant de rappeler son envie d'obtenir le précieux sésame : Je me sens Français, je m'exprime en français, je suis ambassadeur de la langue française dans le monde. Je pense que c'est plus long pour quelqu'un comme moi, connu, qu'on surveille d'autant plus... Je referai une demande de nationalité. Je suis quelqu'un de très patient, pas du genre à baisser les bras.

Gims finira-t-il par obtenir la nationalité française, après plus de trois décennies passées sur le territoire ? C'est en tout cas son souhait le plus ardent. Mais l'artiste pourrait bien de nouveau payer ses déclarations passées, et trouver un certain Gérald Darmanin sur sa route. Affaire à suivre...

Foot féminin : la FFF s'oppose au port du voile



Alors que la FIFA a décidé de lever l'interdiction faite aux footballeuses de porter le hijab (foulard islamique), alors que la loi 4 de son règlement impose de n'arborer « aucun message politique, religieux ou personnel ».

la Fédération française de football (FFF) a indiqué dans un communiqué qu'elle n'autoriserait pas les joueuses à porter le voile en sélection nationale ou dans ses propres compétitions.

Il ne s'agit donc pas d'un problème sportif mais philosophique et politique lié à l'application de la laïcité qui mérite que nous y réfléchissions.



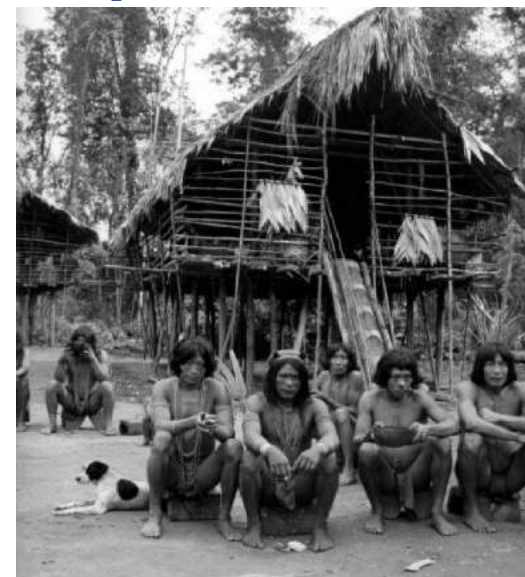
Si la laïcité fut une conquête républicaine des « droits de l'Homme » en France : Inscrite dans la Constitution, elle constitue aujourd'hui un des fondements de la République française. Elle repose sur deux principes : l'obligation de l'État de ne pas intervenir dans les convictions de chacun et l'égalité de tous devant la loi, quelle que soit sa religion. Elle fut inventée et conquise par les philosophes du siècle dit « des lumières » comme Montesquieu, Voltaire et Diderot qui plaçaient les connaissances intellectuelles et scientifiques au-dessus des croyances et superstitions imposées par les Eglises et leurs clergés et qui étaient le fondement idéologique du système monarchique.

On sait d'ailleurs que l'Eglise catholique s'y opposa y compris par les armes notamment en Vendée et en Bretagne où les seigneurs locaux mobilisèrent leurs populations sous le drapeau de la chouannerie qui voulut d'ailleurs maintenir son influence jusqu'au début de ce siècle et dont certains aspects perdurent comme au plan scolaire.

Les mêmes problèmes qui nourrirent ces conflits se renouvellent aujourd'hui du fait de nouvelles populations vivant en France – venues souvent de nos anciennes colonies – et partageant la 2^{ème} grande religion – musulmane – au monde et réfutant le principe même de la laïcité. Aussi ne peut-on s'étonner que leurs fidèles ne puissent s'y adapter spontanément malgré les arguments qui leur sont présentés. Aussi certains – certaines ici – ouvrent-elles des conflits pour faire valoir leur point de vue. Il faut cependant noter qu'en Tunisie, Algérie ou Maroc – pays musulmans - les femmes qui jouent au foot ne portent pas le hijab. Etrange non?

Donc le problème est ailleurs et il s'agit bien ici de mettre en question le principe même de laïcité!

Les pensionnats de la honte en Guyane



En Guyane, dans la première moitié du XXe siècle, des centaines d'enfants indigènes ont été retirés à leurs familles et élevés par des missionnaires dans des pensionnats catholiques, les "homes". Ils y ont été victimes d'une assimilation forcée, d'un isolement qui a brisé leurs liens avec leurs familles et leurs repères culturels. *« La spécificité des homes guyanais c'est qu'ils étaient destinés à des populations bien identifiées : les Amérindiens. Les populations marronnes elles aussi ont été visées par la politique d'assimilation et d'évangélisation déployée dans les homes. »*

Retour sur un épisode colonial resté tabou

Même en 1946, quand la Guyane devient un département français, d'autres pensionnats ouvrent sur le même modèle, comme le rappelle la journaliste Hélène Ferrarini : *"Ces pensionnats sont considérés comme un moyen privilégié d'évangéliser ces populations que l'Église catholique cherche à convertir en Guyane depuis des siècles. On y rassemble des enfants qu'on qualifie de "païens".*

La Guyane, une terre de mission pour l'Église

Dès leur arrivée dans ces homes, les enfants sont forcés de prier, d'assister aux messes, d'apprendre le catéchisme, sous peine de punition. Ils sont contraints aussi d'apprendre et de parler une seule langue : le français. Hélène Ferrarini énumère les multiples violences dont ces enfants ont été victimes : *"Le dénigrement, la diabolisation des cultures autochtones, de la spiritualité amérindienne, les langues maternelles qu'ils ne devaient plus parler et qui se sont appauvries. Tout cela, ce sont les violences qu'on peut qualifier de symboliques et culturelles. Il y avait également les violences physiques : des châtiments corporels, des coups, des punitions."*

Ces homes sont en partie financés par l'État français, la loi de laïcité de 1905 ne s'appliquant pas en Guyane. Les cultes y sont régis par une ordonnance royale du XIXe siècle.

Après ce passage au pensionnat, beaucoup d'enfants étaient destinés à devenir une main d'œuvre bon-marché comme l'explique Hélène Ferrarini : *"L'un des objectifs de ces pensionnats était de grossir les rangs de la main-d'œuvre guyanaise, perçue comme trop faible. Faire sortir ces populations de leur mode de vie ancestral et les pousser à s'embaucher dans l'exploitation forestière pour les hommes, ou à exercer des emplois de domestiques pour les jeunes femmes."*



Les homes indiens

En 80 ans, ces homes vont accueillir plus de 2 000 enfants, dont une majorité d'Amérindiens issus de ce communautés menacées de disparition, mais aussi des Noirs-marrons, descendants d'esclaves.

En 2022, le pape François s'est exprimé au sujet de pensionnats similaires au Canada, destinés également aux enfants autochtones. Il a alors demandé pardon au nom de l'Église pour ce qu'il a qualifié de "génocide".

Les anciens pensionnaires des homes indiens en quête de reconnaissance

Pan méconnu de l'histoire, un collectif a vu le jour au début du mois de février et demande une Commission vérité et réconciliation, à l'image de ce qui a été fait au Canada.

Longtemps cette mémoire des « homes indiens » est restée cantonnée dans l'intimité des familles. Pour certains le pensionnat était valorisé comme le lieu de l'apprentissage du français ou d'un métier.

Mais pour Alexis Tiouka, c'est le récit d'une déchirure, la perte de ses parents, de sa culture et de son identité. *« La violence, on la ressent dès qu'on arrive dans les homes et qu'on vous coupe les cheveux »,* explique-t-il. *« En tant qu'enfant, on avait les cheveux très longs, ça démontre une spiritualité, on grandit avec la nature. C'est ce premier traumatisme. Et après, on vous donne un numéro. Moi, j'avais le numéro 17 ; c'est à travers ce numéro-là simplement qu'on se reconnaissait. Mon véritable nom veut dire "Petit guerrier pour la paix". »*

Guillaume Kouyouri se souvient. *« Là, il y avait uniquement de quoi attacher les hamacs. Moi, je me trouvais presque au milieu »,* indique-t-il. *« C'est ici que se passaient nos nuits. [...] Il fallait mourir intérieurement pour pouvoir s'adapter à ce nouveau système de vie, ce qui me poussait à fuguer. »* Le jeune Guillaume qui fugait était ramené au pensionnat par les gendarmes. Car l'histoire de ces « homes » est celle d'un partenariat entre le département et les religieux sur un territoire qui n'a jamais appliqué la loi de séparation de l'Église et de l'État.

« Ce qui se joue dans ces pensionnats, c'est l'éloignement des enfants de leurs familles afin d'en faire des petits Français, de les assimiler, de les évangéliser, de faire de ces peuples autochtones de futurs travailleurs salariés pour la Guyane qui, dans les années 1950 au moment de la départementalisation, est considéré comme étant sous-développée parce que sous-peuplée », explique **Hélène Ferrarini, auteure du livre *Allons enfants de la Guyane***. *« Il s'agissait de faire rentrer dans la masse prolétaire travailleuse toutes les populations présentes sur les territoires, dont les peuples amérindiens, qui jusqu'à présent menaient des vies autonomes, vivrières et nomades. »*

HADJA IDRISBA BAH, COMBAT POUR LES DROITS DES JEUNES GUINÉENNES



Présidente du Parlement guinéen des enfants, Hadja Idrissa Bah ne ménage pas ses efforts pour lutter contre les discriminations faites aux filles qui pour certaines sont privées de scolarité, excisées et mariées de force. Portrait d'une activiste qui se mobilise pour ces oubliées et sans voix. Issue d'une famille modeste, elle a récemment terminé ses études secondaires et.

décidé de s'investir pleinement au sein du Parlement des enfants, dont elle exerce la présidence depuis 2016. Cette institution, calquée sur le Parlement national, est composée de 114 députés juniors représentant les 33 préfectures de la Guinée et les 5 communes de Conakry.

Sa fonction lui permet de faire des plaidoyers auprès du gouvernement pour le respect de la Convention relative aux droits de l'enfant et le code de l'enfant en Guinée. « Les droits de l'enfant guinéen sont dans une situation alarmante, car ils sont négligés et tous les jours nous participons à la violation de leurs droits, malgré l'effort fourni par les acteurs de défense des droits de l'enfant guinéen, les conventions ratifiées et les lois adoptées » explique la jeune femme.

En tant qu'activiste des droits de l'enfant, Hadja Idrissa sensibilise à travers les médias et des conférences qu'elle organise. Elle fait connaître aux enfants leurs droits et insiste auprès des autorités pour les faire respecter. Mais son combat prend une nouvelle dimension lorsqu'elle fonda le Club des jeunes leaders de Guinée, avec pour principale mission : la promotion des droits des filles. Car si les enfants constituent la part la plus fragile d'une société, les jeunes filles en sont la composante la plus vulnérable.

Son combat contre les violences commises sur elle et ses concitoyennes !

A l'occasion de la dernière journée internationale de lutte contre l'excision, l'Unicef a rappelé les principaux chiffres et faits concernant cette mutilation génitale féminine :

- 200 millions de femmes et de filles dans le monde ont subi une forme de mutilation génitale féminine.
- 44 millions de jeunes filles âgées de moins de 14 ans ont subi des mutilations génitales féminines
- Les mutilations génitales féminines sont pratiquées principalement sur des jeunes filles entre la petite enfance et l'âge de 15 ans.
- 3 millions de jeunes filles risquent de subir des mutilations génitales féminines chaque année.

Selon une enquête nationale sur les violences basées sur le genre effectuée par le gouvernement guinéen en amont de la journée internationale des droits des femmes de cette année, 96 % des Guinéennes ont subi des mutilations génitales. Le pays occupe ainsi le deuxième rang au classement mondial derrière la Somalie. 63 % des unions sont des mariages forcés, 85 % des femmes ont subi des violences conjugales, 77 % des violences en milieu scolaire, 49 % des violences sexuelles.

C'est d'ailleurs sur Facebook, le 8 mars dernier, que la voix de Hadja Idrissa Bah a été entendue pour la première fois à l'échelle mondiale. Elle avait organisé une manifestation pour faire connaître cette réalité alarmante que les chiffres précédents révèlent. « Il faut dénoncer les violences, c'est la seule manière d'arrêter ce cycle », scandait alors la jeune militante. « La honte du viol doit changer de camp » affichaient les pancartes.

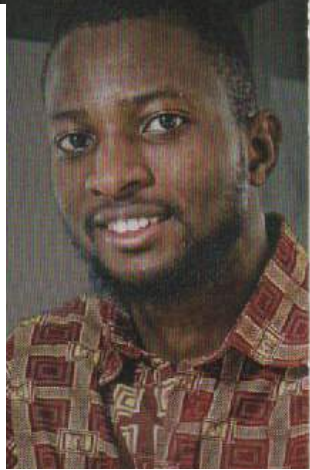
Halte aux violences faites aux femmes !

Nous ne devons plus nous cacher. En 2018, les violences faites aux femmes sont une réalité planétaire ! L'attribution récente du prix Nobel de la paix a permis de remettre au centre de l'actualité ce fléau. Les lauréats, le médecin congolais Denis Mukwege et à la yézidie Nadia Murad, l'un gynécologue et l'autre victime devenue porte-parole, incarnent une cause internationale qui dépasse le cadre des seuls conflits armés dans les pays en voie de développement. La preuve étant le raz de marée du mouvement #metoo !

Hadja Idrissa Bah s'inscrit totalement dans ce combat féministe en luttant contre les formes spécifiques que prend la misogynie dans son pays. Le destin de nombreuses jeunes filles se résume à un mariage précoce. Elles n'ont pas le temps de profiter de leur enfance et doivent assumer à 15 ans à peine des responsabilités d'adulte. Cette violence les sort rapidement des bancs de l'école et menace de les placer dans un foyer où elles risquent de subir des violences conjugales.

Hadja Idrissa Bah est bien plus qu'une militante, elle est un symbole ! C'est une jeune femme guinéenne tout juste adulte qui se bat pour que les droits des enfants soient une priorité dans son pays et que les filles soient protégées dans les faits contre toutes les menaces qui pèsent sur elles. Son père commerçant et sa mère femme de ménage la soutiennent pleinement dans ses luttes. Elle qui se rêve de devenir avocate pour protéger les enfants a déjà fait énormément pour les siens. N'attendons pas qu'elle obtienne le prix Nobel de la paix pour exiger le respect des droits des enfants et faire connaître la gravité de la situation concernant les violences faites aux femmes dans son pays, en Afrique et dans le monde!

Un migrant adopté avec bonheur aide les autres



Mamadou Pathé Barry a quitté sa Guinée en 2018 et ne veut rien dire du parcours accompli.

Seulement « mineur non accompagné » il est entré en 2^{nde} au lycée à Bruz puis à Bréquigny à Rennes où il obtient un bac « Sciences et technologie de l'industrie et du développement durable » pour être à 20 ans à l'IUT génie mécanique et productique de Rennes et il est aussi apprenti concepteur dans un bureau d'études. Hébergé à son arrivée à Rennes par l'association Coalia dans une mission déléguée par le département, il a ensuite rejoint l'autre foyer ESSOR, autre association de protection de l'enfance.

« *Bientôt je ne serai plus accompagné par l'Essor parce que j'arrive à mes 21 ans* ». Il n'appréhende pas cette future autonomie. Il s'y est préparé avec ses éducateurs et par lui-même aussi. « *J'ai trouvé mon logement. J'ai essayé de recenser toutes les structures auxquelles il faut s'adresser. J'avais déjà effectué mes propres démarches pour mon permis de conduire* »;

Faire des études, comprendre comment les choses fonctionnent, savoir où trouver l'information. Mamadou y est parvenu ce qui n'a pas toujours été le cas dans son entourage; « *Beaucoup de mes amis n'arrivent pas à sen sortir. Il ne savent pas vers qui se tourner* ». Ainsi s'est-il investi dans la création de **Repairs 35**, une association pour soutenir les jeunes placés en foyer ou famille d'accueil.

Les 8 membres fondateurs se sont connus grâce à l'association Repairs de Loire Atlantique. « *C'est la mission MNA qui m'en a parlé. On avait cette volonté commune de créer quelque chose d'utile* ».

L'idée est de s'entraider. Forcément il va y avoir un lien qui se crée, un lien amical, de fraternité. Entre les lignes, on comprend ce qui peut manquer parfois aux autres. Pour ceux comme moi qui viennent d'une autre culture, c'est d'autant moins facile. Il y a des codes à connaître, à intégrer

L'association n'en est qu'à ses prémices. Les 4 membres les plus actifs du bureau essaient de se mobiliser. Il faut une base solide avant d'accueillir adhérents et bénévoles. « *Il faut d'abord aller se présenter aux différentes structures pour savoir orienter les gens vers les bons interlocuteurs. Sans être des professionnels, on veut comprendre les besoins et apporter la meilleure aide possible. On veut aussi servir de relais pour faciliter l'accès aux droits.* » explique Mamadou. L'association se veut un lieu de rencontres et d'échanges et ira chercher les jeunes jusque dans les structures. « *C'est plus confortable et facile de rester au sein du foyer. Nous voulons leur apporter une ouverture, la possibilité de s'exprimer, de se sentir écouté.*

Mamadou voit grand. « *Je vois beaucoup de jeunes galérer. J'aimerais que les jeunes puissent trouver des modèles inspirants au sein de l'association. On est passé par là. On peut partager notre expérience*

Le travail des enfants pour survivre au Kenya



Rogers Motoki avait 5 ans quand il s'est retrouvé dans la rue à Nairobi: « *Je ramassais de la ferraille que je revendais à des entreprises de recyclage. Ça me rapportait 30 à 40 shillings (20 à 26 centimes d'euros) par jour.* ». Les 26 000 enfants des rues que compte le Kenya ont tous à peu près la même histoire de parents absents ou violents, de manque de nourriture à la maison ou d'entourage néfaste. La plupart fondissent par mendier ou ramasser les déchets pour survivre.

La rue, la drogue, les trafics

Beaucoup tombent aussi entre les mains de réseaux d'exploitation de mineurs. « *Ils prennent les enfants dans les bidonvilles contre de l'argent pour attirer la pitié, c'est un commerce* » dénonce un enseignant Clifford Olluoc qui s'attelle depuis 2014 à sortir les jeunes de l'enfer. Il a mis sur pied la fondation Odijo qui nourrit tous les jours 150 sans-abri du quartier de WestLand.

A 14 ans, après neuf ans d'enfer, Rogers Motoki a croisé le chemin de Zena Muleil, une autre créatrice d'Odijo. Elle assure la préparation des repas dans la cuisine de la fondation, au cœur du bidonville de Deep Sea, avec l'aide d'anciens enfants des rues, rémunérés. S'il a désormais un vrai travail, le jeune Roger se débat toujours contre son addiction à la colle qui le ramène parfois sur le trottoir.

Isaac Mutinda, 26 ans, a connu le même parcours: *Je faisais la manche et je m'achetais de la colle avec l'argent.* » Il figure parmi les premiers jeunes inscrits dans un centre de désintoxication par Clifford Olluoc : depuis 4 ans, il travaille dans un cabinet-comptable.

Le Kenya ne détonne guère sur le continent africain, le plus touché par ce fléau du travail des mineurs avec 72 millions d'enfants en activité. Un constat alarmant pour l'avenir car selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT) un tiers des mineurs concernés ne vont plus à l'école.

Et la moitié d'entre eux quand ils échappent à la mendicité occupent des métiers particulièrement dangereux. Ils font l'objet de trafics au sein du pays et vers l'étranger. Des réseaux leur promettent une meilleure éducation, une meilleure vie en ville; mais ils finissent dans une situation d'exploitation comme le travail domestique, les abus sexuels et les trafics.

Et on s'étonnera en Europe que les plus débrouillards d'entre eux, les plus valeureux, les plus entreprenants viennent chercher sur d'autres terres « promises » comme « vues à la télé » un autre sort que celui auquel ils sont condamnés par l'inégale répartition des richesses au monde. Et Darmanin - comme ses prédécesseurs - mettra tout en œuvre pour refouler celles et ceux qui auront réussi à accoster chez nous.

laboratoire de la propagande russe en Afrique



« *Nous allons soutenir la Russie jusqu'à notre dernier souffle !* » Ce 5 mars 2022, à des milliers de kilomètres de l'Ukraine, alors envahie par les forces de Moscou depuis un peu plus d'une semaine, des dizaines de manifestants brandissent le drapeau russe dans les rues de Bangui, capitale de la République centrafricaine.

Sortie du carcan de colonialisme dans les années 1960, l'Afrique cherche légitimement à se frayer un chemin parmi le concert des nations. Or, cela ne se réalise pas sur une voie royale. Est-ce pour cela que le continent s'agite, à travers les coups d'État, notamment ? Et, aujourd'hui, par la présence sur son sol de la société privée paramilitaire russe, dénommée Wagner ?

Mais qui sont-ils, ces gens ? Ils sont fort bien connus, puisqu'on les retrouve un peu partout, à travers le monde, où il y a conflits (Syrie, Libye, Kosovo, etc.). Wagner est une société d'origine russe, ce que Moscou ne dément pas. Elle ne serait pas proche du Kremlin (reste à vérifier) et fonctionnerait avec un budget annuel de quelque trente millions de dollars. Élément qui marque la différence avec l'action des mercenaires dont l'Afrique a souffert, des décennies durant. Certains groupes eurent même des liens évidents avec l'Élysée, à l'exemple de celui du mercenaire français Bob Denard, dans les années 1960. Mais, rien de comparable avec Wagner, structuré en institution.

Entre un ami qu'on connaît et celui qu'on ne connaît pas

La France et nombre des pays occidentaux sont impliqués dans cette affaire. En ceci qu'ils sont présents au Sahel, à travers les forces Barkhane, pour la France, et Takuba, pour l'Europe. Dans le but de contrer les djihadistes. L'Hexagone a particulièrement pignon sur rue au Mali, avec une bonne poignée d'officiers en Centrafrique. Où les éléments de Wagner sont déjà actifs, en soutien à l'armée locale contre les rebelles. D'où, le thème de débat engagé avec ses deux pays amis. Mais c'est comme si, en réponse, les pays africains souhaiteraient, sur cette question, décider souverainement.

En attendant la clarification sur cette controverse – qui a l'air de cacher le Kremlin en dernière des – poupées russes - une série de questions restent posées : la France déciderait-elle de se laisser dévaliser son pré carré par des Russes ? Quel est, dans ce cas, l'avenir des forces Takuba ? Quant à l'Afrique, quel est le sens à donner au mariage d'amour proclamé par Wagner ? La réponse est claire : les Russes n'atterrissent pas en Afrique pour des œuvres philanthropiques. Il ne s'agit nullement d'un mariage d'amour, mais plutôt de visées pécuniaires à pleines mains, par le biais des « relations bilatérales déséquilibrées ». L'Afrique, c'est le réservoir de matières premières, dont celles qui sous-tendent les technologies de pointe. On n'y vient pas en touriste.

Wagner coûte une fortune aux Etats africains



Le Mali et la Centrafrique s'endettent pour payer les mercenaires russes et doivent offrir leurs ressources minières. Le Burkina Faso pourrait suivre.

Dix millions de dollars par mois. L'équivalent d'un peu plus de neuf millions d'euros, soit six milliards de francs CFA : voilà ce que représente la facture du groupe de mercenaires Wagner au Mali.

La somme a été évoquée pour la première fois, en septembre 2021, par l'agence Reuters, puis confirmée par le général américain Stephen Townsend, commandant d'Africom, le commandement des Etats-Unis pour l'Afrique, établi en Allemagne. Ce montant est d'ailleurs reconnu hors-micro par les autorités qui refusent pourtant toujours d'admettre que les mercenaires russes sont sur leur territoire, préférant parler "d'instructeurs". Cette somme de neuf millions d'euros sert à payer la solde de 1.000 à 1.400 mercenaires. Soit un salaire mensuel de 7.000 à 9.000 euros par homme. Sur l'année, cela représente plus de cent millions d'euros, soit deux fois le budget du ministère de la Justice et près de la moitié de celui de la Santé, selon les chiffres du [Budget 2023](#) publiés par le ministère malien des Finances.

C'est sans doute pour ces raisons que le président algérien, Abdelmajid Tebboune, a déclaré, fin décembre 2022, sans ménagement, que l'argent investi par la junte au Mali pour s'offrir les services des mercenaires du groupe Wagner serait *"plus utile s'il allait dans le développement au Sahel"*.

Que Wagner fait de bonnes affaires en Afrique n'est un secret pour personne : en République centrafricaine ou au Soudan, les hommes de Evguéni Prigojine se font grassement payer et puisque le budget de ces Etats ne suffit pas à honorer leurs tarifs, ils ont mis la main sur un certain nombre de mines d'or. Car Wagner aime l'or et ce n'est pas un hasard si la plupart de ses interventions se font dans des pays richement dotés de ce minéra

Ainsi si le Mali n'est pas rentable, la présence russe dans ce pays a un poids politique qui vaut bien quelques bilans dans le rouge. Surtout, Wagner fait ce qu'il a l'habitude de faire : il demande à être payé en nature en exploitant certaines mines d'or. Plusieurs mines ont été identifiées. Comme celle de Syama, proche de la ville de Sikasso, une autre aussi aux environs de la ville de Koulikoro, près de Bamako. Deux autres se trouveraient aussi à la frontière avec le Sénégal : les mines de Fekola et Goukoto. La particularité de ces mines ? Toutes se trouvent dans le sud du pays. Car le Mali n'est pas seulement une mauvaise affaire financière pour le groupe Wagner, il est aussi un pays moins facile à manœuvrer que la Centrafrique.

Au Soudan, où la famine menace, l'armée suspend les négociations d'une trêve



L'armée soudanaise a suspendu, mercredi 31 mai, les négociations, placées sous l'égide des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite, d'une trêve censée permettre l'acheminement de l'aide humanitaire dans le pays où la famine menace, accusant les paramilitaires de ne pas respecter leurs engagements.

L'armée du général Abdel Fattah Al-Bourhane et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohammed Hamdan Daglo, en guerre depuis le 15 avril au Soudan, concluent régulièrement des trêves qui n'ont jamais été respectées. La dernière en date a débuté le 22 mai, avant d'être prolongée lundi pour cinq jours. Mais, mardi encore, des combats ont fait rage à Khartoum et dans la région du Darfour, dans l'ouest du Soudan. La guerre a déjà fait plus de 1 800 morts, selon l'ONG Aclad. Mercredi, l'armée a « *suspendu sa participation aux négociations* » qui se tiennent en Arabie saoudite, a annoncé un responsable gouvernemental soudanais, sous le couvert de l'anonymat. L'armée, représentée à Djedda par des figures connues pour être des partisans d'une ligne dure à l'encontre des FSR, a pris cette décision « *parce que les rebelles n'ont jamais appliqué un des points de l'accord de trêve temporaire qui prévoit leur retrait des hôpitaux et des maisons* », a-t-il expliqué.

« *L'armée est prête à se battre jusqu'à la victoire* », avait lancé mardi le général Bourhane, lors d'une visite à ses hommes à Khartoum. Le Soudan était déjà avant la guerre l'un des pays les plus pauvres du monde. Un habitant sur trois y souffrait de la faim, les longues coupures d'électricité étaient quotidiennes et le système de santé au bord de l'écroulement.

Après près de sept semaines de guerre, 25 des 45 millions de Soudanais ont besoin d'aide humanitaire pour survivre, selon l'ONU. Les trois quarts des hôpitaux dans les zones de combat sont hors d'usage, selon le syndicat des médecins, parce qu'ils ont été bombardés ou parce que des combattants les occupent. Les autres doivent composer avec des réserves quasiment vides et des générateurs à l'arrêt faute de carburant.

La crainte d'« une guerre civile totale »

De nombreux Soudanais redoutent désormais « *une guerre civile totale* », selon les Forces de la liberté et du changement (FLC), le bloc civil évincé du pouvoir lors du putsch mené en 2021 par les deux généraux, alors alliés et aujourd'hui en guerre. Les appels à armer les civils se multiplient.

Les combats continuent et l'aide humanitaire n'arrive pas



Raids aériens et combats ont encore fait rage mardi 30 mai au Soudan, malgré une nouvelle prolongation de la trêve pour tenter d'acheminer une aide humanitaire vitale dans ce pays au bord de la famine. En guerre depuis le 15 avril, l'armée du général Abdel Fattah Al-Burhan et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR)

du général Mohamed Hamdan Daglo dit « Hemetti » ont accepté lundi soir de prolonger de cinq jours un cessez-le-feu théoriquement en vigueur depuis le 22 mai.

Mais, sur le terrain, les raids aériens, tirs d'artillerie et mouvements de blindés n'ont jamais cessé. Mardi, raids aériens et combats ont continué jusque tard dans la nuit à Khartoum et au Darfour, vaste région frontalière du Tchad, ont raconté des habitants à l'AFP. « *Il n'y a pas de cessez-le-feu au Soudan* », affirme le chercheur Rashid Abdi, du Rift Valley Institute. « *Il y a un énorme fossé entre la réalité sur le terrain au Soudan et la diplomatie à Jeddah* », en Arabie saoudite, où les médiateurs américains et saoudiens ont négocié la trêve avec les émissaires des deux camps, écrit-il.

La guerre a déjà fait plus de 1 800 morts, selon l'ONG Aclad, et près d'un million et demi de déplacés et de réfugiés selon l'ONU. « *Les pillages sont devenus monnaie courante à Khartoum, avec des quartiers entièrement ratissés* », témoigne un humanitaire du Norwegian Refugee Council (NRC). Et les deux belligérants ne semblent pas vouloir faire taire les armes. « *L'armée est prête à se battre jusqu'à la victoire* », a lancé le général Al-Burhan en visitant ses troupes à Khartoum mardi. Les FSR, elles, disent continuer à exercer « *leur droit de se défendre* » face « *aux violations de la trêve par l'armée* ».

Après plus de 2 mois de guerre

Le Soudan était déjà avant la guerre l'un des pays les plus pauvres du monde. Un habitant sur trois y souffrait de la faim, les longues coupures d'électricité étaient quotidiennes et le système de santé au bord de l'écroulement. Après près de sept semaines de guerre, 25 des 45 millions de Soudanais ont besoin d'aide humanitaire pour survivre, selon l'ONU. Parmi eux, plus de 13,6 millions d'enfants, souligne l'Unicef, dont « *620 000 en état de malnutrition aiguë qui, pour moitié, pourraient mourir s'ils ne sont pas aidés à temps* ».

Attaque dans un lycée en OUGANDA



La police ougandaise a annoncé le 19 juin qu'au moins 20 personnes ont été arrêtées suite au massacre perpétré en fin de semaine dernière dans une école secondaire près de la frontière congolaise. Le groupe terroriste ADF est suspecté d'avoir attaqué l'établissement, brûlant

et massacrant des étudiants, faisant 42 morts. Les autorités affirment que l'enquête se poursuit, mais les familles ne cachent pas leur frustration.

Le directeur et le professeur principal de l'école font partie de la vingtaine de personnes interpellées, selon la police. Les autorités indiquent qu'elles continuent de poursuivre les **ADF** qui ont kidnappé six étudiants. Des jeunes qui leur serviraient à porter de la nourriture volée.

Le porte-parole de l'armée a en tout cas assuré lundi soir que la zone de l'attaque était sécurisée et calme. Il n'empêche, la population reste traumatisée. De nombreux élèves préfèrent rester chez eux plutôt que de retourner dans les écoles de la région. La presse locale cite par exemple cet établissement de plus de 600 jeunes se retrouvant avec seulement une trentaine d'élèves.

Dans l'attente de l'identification des victimes

Dans le même temps, les cérémonies mortuaires se poursuivent. Lundi, la police a indiqué que 23 corps avaient été rendus aux familles. Deux n'ont pas encore été réclamés. Six blessés sont toujours pris en charge à l'hôpital de Bwera, proche de l'école attaquée, mais deux ont été transférés à près de 500 km, jusqu'à Kampala, la capitale.

Une vingtaine de dépouilles n'ont donc pas encore été rendues aux familles. Certaines victimes, brûlées, ne sont pas reconnaissables et des tests ADN sont en cours. Le défenseur des droits de l'homme Wilson Bwambale vit à Kajwenge, village comptant 12 des 42 victimes. Il explique que cinq familles n'ont toujours pas pu enterrer leurs enfants. « *C'est un traumatisme. Des mères ne font que pleurer. Chez nous, il faut des rituels et des cérémonies traditionnelles pour pouvoir faire son deuil. Sans les corps, c'est impossible* », raconte-t-il.

Comment le groupe État islamique finance les rebelles ougandais des ADF

Accusés d'être derrière la pire attaque en Ouganda depuis 2010, avec le massacre du lycée de Pondwe, les rebelles ADF ont reçu un soutien financier du groupe terroriste État islamique, selon un rapport d'experts de l'ONU publié lundi 19 juin. Si ces rebelles ougandais, actifs surtout en RDC, avaient prêté allégeance au groupe terroriste, leur lien financier n'avait jusqu'ici pas été prouvé. Un des nombreux groupes armés écumant l'est de la République démocratique du Congo, les ADF (Forces démocratiques alliées) sont parmi les plus meurtriers, accusés d'avoir tué des milliers de civils. À l'origine des rebelles ougandais majoritairement musulmans, ils ont prêté allégeance en 2019 à l'EI, qui revendique certaines de leurs actions et les présente comme sa « *province d'Afrique centrale* » (Isicap en anglais).

Quelles conséquences sur la lutte contre les ADF en RDC?



L'attaque a soulevé des interrogations sur l'efficacité de l'opération militaire conjointe menée par les armées congolaises et ougandaise sur le sol congolais contre ce mouvement qui a fait allégeance au groupe État Islamique. Des opérations conjointes des FARDC

(Forces armées de la République démocratique du Congo) avec les forces armées ougandaises, le 14 décembre 2021, dans le Nord-Kivu FARDC (forces

Le 15 janvier, il y avait déjà eu un attentat à Kasindi, une ville frontalière avec l'Ouganda. Au moins 17 personnes avaient perdu la vie. Il y a eu ensuite l'attaque du 11 juin, toujours à Kasindi. Huit personnes dont trois femmes ont été tuées à la machette. L'attaque de samedi s'est déroulée dans la même zone, cette fois-ci de l'autre côté de la frontière.

À Kinshasa et à Kampala, on reconnaît qu'il y a une faille, voire plusieurs failles. Il y a d'abord la porosité des frontières. Il y a aussi le système d'alerte communautaire qui n'a visiblement pas marché. Yoweri Museveni l'a reconnu publiquement. Il a également parlé des complicités qui permettent aux ADF de bénéficier d'un approvisionnement en carburant.

Déploiement de forces armées en Ouganda aussi

Sur le plan militaire, une première réunion a eu lieu lundi 19 juin localement entre officiers congolais et ougandais, après l'attaque contre le lycée. Les deux parties travaillent aussi sur la planification de la 4e phase de l'opération conjointe en mettant un accent particulier sur la vallée de Mwalika et le tronçon Komanda-Luna, sur la Route Nationale N°4. De son côté, l'Ouganda promet de renforcer le niveau d'alerte et de déploiement sur son propre territoire. L'autre chantier reste la lutte contre les réseaux de financement des ADF.

Le réseau des ADF s'étend bien au-delà de ses bastions. Les experts onusiens révèlent ainsi des connexions entre le groupe terroriste et l'État Islamique en Somalie, au Mozambique et en Afrique du Sud. Il s'agit de la première fois où ce financement a été documenté.

À travers un circuit complexe incluant intermédiaires, entreprises et systèmes de transferts d'argent, la branche somalienne de l'EI a pu faire transiter 400 000 dollars jusqu'aux ADF entre 2019 et 2020. Environ 60 000 dollars sont arrivés jusqu'en Ouganda. Les enquêteurs l'affirment : c'est l'un des financements directs du groupe « *par le biais d'un système financier complexe impliquant des individus dans plusieurs pays du continent, émanant de la Somalie et passant par l'Afrique du Sud, le Kenya et l'Ouganda* ». Un lien a également été établi avec l'État Islamique en Afrique du Sud, au moins depuis 2017, indique le rapport.

NAUFRAGE D'UN BATEAU DE MIGRANTS



78 personnes déclarées mortes dans la nuit de mardi 13 au mercredi 14 juin après le naufrage du navire au large de la Grèce mais peut-être y avait-il plus de 500 personnes à bord de ce grand bateau de pêche dont le moteur est tombé en panne?

Le navire de pêche, de 20 à 25 mètres, a été repéré mardi après-midi par un avion de Frontex, l'Agence européenne de surveillance des frontières. Les migrants à son bord « ont refusé toute aide », ont affirmé dans un communiqué les autorités portuaires grecques. « Nous voulons seulement aller en Italie », auraient affirmé les naufragés. Un porte-parole du gouvernement, Ilias Siakantari, a expliqué que le moteur était tombé en panne dans la nuit de mardi à mercredi, vers 21 h 40 heure française. Le bateau a coulé en une quinzaine de minutes, dans des eaux internationales très profondes au large du Péloponnèse. Les gardes-côtes ont précisé qu'au moment du drame, à 47 milles marins de Pylos, en mer Ionienne, aucun passager n'était équipé d'un gilet de sauvetage. Selon des informations des autorités, le navire naufragé était parti de Libye à destination de l'Italie.

Une vaste opération de sauvetage entamée mercredi matin a permis de secourir 104 personnes, malgré de mauvaises conditions de mer et un vent violent. Les recherches se sont poursuivies toute la journée et en début de soirée.

Un avion C-130 de l'armée grecque a patrouillé les eaux dans lesquelles le bateau a coulé toute la nuit de mercredi. En outre, une frégate de la marine de guerre grecque, un avion et un hélicoptère de l'armée de l'air ainsi que six bateaux qui naviguaient mercredi dans la zone participent à cette opération de sauvetage.

France 24 ajoute ce jeudi que les recherches se sont accélérées depuis l'aube pour retrouver d'éventuels survivants.

Le porte-parole du gouvernement Ilias Siakantari a expliqué ne pas savoir « combien de personnes étaient à l'intérieur ». « Mais nous savons qu'il est habituel pour les passeurs de les enfermer, afin de maintenir le contrôle à bord », a-t-il ajouté.

Les naufragés sains et saufs « sont tous des hommes », a déclaré la porte-parole des garde-côtes Nikolaos Alexiou, faisant craindre que des femmes et des enfants, qui embarquent généralement aussi sur ces embarcations, ne figurent parmi les disparus. Une chose est sûre, « le pont était bondé, et nous pensons que l'intérieur l'était aussi », a-t-il ajouté sur ERT.

Les survivants, pour la plupart originaires de Syrie (47), du Pakistan (12), d'Égypte (43) et de Palestine (2), ont été transportés dans la ville côtière de Kalamata, dans le sud du Péloponnèse.



Le garde-côtes venu en aide aux rescapés migrants après le naufrage a déclaré au moins 79 morts en mer Ionienne au large de Kalamata, mais la question est posée : « Était-il possible d'intervenir plus tôt? »

Bénévole pour la ligne de téléphone d'urgence Alarm Phone, Nawal Foufi a recueilli les appels à l'aide du navire et a apporté son aide à distance aux migrants en fournissant, depuis l'Italie où elle vit, les coordonnées GPS du bateau aux autorités. Dès mardi matin, elle partage en direct les informations qu'elle reçoit sur son compte Facebook personnel et confie son inquiétude.

Moins d'une heure plus tard, les craintes de la bénévole, qui évoque une "situation dramatique", semblent se confirmer. "Nous avons besoin de secours immédiat", assure-t-elle.

En début d'après-midi, la jeune femme précise les informations qu'elle possède concernant le bateau et fournit les coordonnées GPS exactes du lieu du naufrage.

"7 personnes à bord se sont évanouies", indique-t-elle, assurant que les autorités italiennes, maltaises et grecques ont toutes été informées de la situation. "On attend les sauveteurs", dit-elle, avant d'annoncer un peu plus tard que la Grèce promet d'envoyer eau et nourriture.

En fin d'après-midi, à 17h53, un premier bilan tombe: "6 personnes sont mortes et 2 autres sont dans un état critique", annonce Nawal Foufi, disant avoir été informée directement par les migrants. "J'espère de tout cœur que c'est un malentendu ou un moyen d'accélérer l'opération de sauvetage", veut-elle croire.

"Un grave déséquilibre risquant de faire couler le bateau"

Dans la soirée, la bénévole s'inquiète de l'évolution de la situation. Elle assure qu'un cargo venu en approche a jeté à la mer des bouteilles d'eau pour venir en aide aux migrants, mais que tout ne s'est pas passé comme prévu.

"Chaque fois qu'une bouteille était jetée, les migrants allaient tous d'un côté du bateau pour chercher de l'eau. Cela a provoqué un grave déséquilibre, risquant de faire couler le bateau", explique-t-elle, indiquant que le navire a ensuite fait naufrage.

"Nous exigeons un sauvetage immédiat de la Grèce ou de Malte", dit-elle, assurant que les secours tentent alors de "gérer la panique à bord".

Ils les ont laissés mourir"

Mercredi matin, la jeune femme craque et laisse aller sa peine. "Mon Dieu nooooooon", s'épanche-t-elle en milieu de matinée dans un message accompagné d'émoji de pleurs. "Nonnnnnnn. Ils les ont laissés mourir. J'ai reçu des nouvelles d'un naufrage", se lamente-t-elle encore en commentaire.

La question reste posée du rôle de FRONTEX qui observe et découvre les bateaux de migrants mais n'intervient jamais – ce n'est pas son rôle!?!?!

Remplacer la viande de brousse dans nos assiettes et conserver la faune



On se croirait en Europe en train de faire le débat des protéines animales et végétales. Pourtant nous sommes bien en Afrique, plus précisément au Congo Brazzaville. Où tout comme avec son voisin la République Démocratique du Congo, on note une baisse significative et inquiétante de la faune sauvage.

C'est dans ce sens que le [Wildlife Conservation Society \(WCS\)](#) milite pour inciter à la réduction de la consommation la viande de brousse ou gibier au bénéfice des viandes d'élevages locaux.

En Afrique et principalement au Congo Brazzaville, la viande de brousse est considérée comme une alimentation de qualité. Les week end, les populations envahissent les restaurants qui font la promesse de servir des plats à base de viande de chasse ; considéré comme une alimentation saine et bio. Mais, aujourd'hui, des associations de protection de l'environnement craignent les répercussions de la surchasse dans les écosystèmes forestiers fragiles. En cause : la demande croissante dans les grandes villes, notamment à Brazzaville et à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC), qui comptent à elles deux plus de 18 millions d'habitants.

Chaque année, plus de 5 millions de tonnes de gibier sont extraites des forêts dans le bassin du fleuve Congo, dont l'essentiel a pour destination des centres urbains. Ce n'est pas un produit de subsistance mais de luxe », affirme Lude Kinzonzi. En tant que membre du projet Bushmeat (viande de brousse) de la WCS, il m'accompagne en république du Congo durant trois semaines pour observer le commerce de viande de brousse. Si « les prélèvements continuent à ce rythme, certaines espèces vont disparaître, prévient-il. Nous espérons que la campagne [du WCS] convaincra les citoyens de préférer au gibier d'autres viandes d'élevages locaux ».

Sous un arc-en-ciel de parasols colorés, le marché de Poto Poto vibre de la clameur des commerçants: ils vendent du poisson fumé, des papayes, des aubergines, des robes, des fournitures scolaires, des tongs. Honor Toudissa s'arrête pour examiner deux gros poissons-chats qui se débattent au fond d'une bassine. À une femme portant un tee-shirt rose et un voile jaune, il propose 5 euros pour les deux. Ravie, elle les place sur sa planche à découper et les décapite d'un coup de machette. Ils serviront à préparer le *liboké*, un plat traditionnel. Pour cela, Honor Toudissa les mélangera à une marinade préparée avec de l'ail, du poivre, de l'huile et du basilic, et enveloppera le tout dans des feuilles d'arrow-root, avant de cuire ces papillotes au charbon de bois. Auprès d'autres marchands, le chef achète du bœuf d'élevages locaux, du gingembre, des cébettes, des larves et des criquets vivants – des mets fins, ici.

J'ai bien connu Honor Toudissa qui m'avait confié quelques-unes de ses recettes et son frère était le chef de cuisine de la « Cafète » que je gérais à la Maison de la Culture à Brazza.

En 2012, son restaurant de Brazzaville, Espace Liboké, a été détruit dans l'explosion d'un dépôt militaire d'armes qui avait fait 246 victimes. Son dernier projet culinaire visait à démontrer qu'il est possible de cuisiner à la congolaise sans « viande de brousse ». Manger de la viande d'animal sauvage – de l'antilope au singe, en passant par le porc-épic ou des espèces menacées comme le gorille, l'éléphant et le pangolin – a toujours fait partie de la culture congolaise. Mais Honor Toudissa a choisi de bousculer la tradition. « *Si nous tuons tous les animaux, les gens n'auront plus la possibilité de les observer, fait-il valoir. Ma cuisine vient de l'eau, des fermes, des forêts et elle n'utilise pas de viande de brousse.* ».

Il participe à une campagne novatrice appelée « de la forêt à la fourchette », menée par les équipes congolaises de la Wildlife Conservation Society (WCS), une association de protection de la vie sauvage basée à New York. L'initiative met à l'honneur la gastronomie régionale, en promouvant des plats congolais sans viande de brousse, à coups de panneaux publicitaires, spots télévisés et recettes sur YouTube.

Le commerce à grande échelle de gibier vide les forêts d'Afrique et du monde entier. Des études montrent que la consommation de viande de brousse menace de faire disparaître plus de 300 espèces de mammifères terrestres. Dans le bassin amazonien, les chasseurs ciblent 200 espèces, ce qui correspond à plus d'un million de tonnes de viande par an. En Asie, les hommes fortunés sont demandeurs de gibier, signe extérieur de richesse et de prestige social, selon plusieurs études parues ces dix dernières années. À Madagascar, les lémuriens figurent au menu de foyers ruraux. Mais l'émergence d'une consommation haut de gamme en ville pourrait menacer la survie de certaines espèces de ces primates.

Pour de nombreuses populations rurales d'Afrique centrale, la viande de brousse représente depuis longtemps un pilier de l'alimentation. Mais, aujourd'hui, des associations de protection de l'environnement craignent les répercussions de la surchasse dans les écosystèmes forestiers fragiles. En cause : la demande croissante dans les grandes villes, notamment à Brazzaville et à Kinshasa, qui comptent à elles deux 16 millions d'habitants.

« *Chaque année, plus de 5 millions de tonnes de gibier sont extraites des forêts dans le bassin du fleuve Congo, dont l'essentiel a pour destination des centres urbains. Ce n'est pas un produit de subsistance mais de luxe* », affirme Lude Kinzonzi. En tant que membre du projet Bushmeat (viande de brousse) de la WCS, il déclare : « *Si les prélèvements continuent à ce rythme, certaines espèces vont disparaître, prévient-il. Nous espérons que la campagne [du WCS] convaincra les citoyens de préférer au gibier d'autres viandes d'élevages locaux* ».

Les otages – contre-histoire d'un butin colonial



1890 : un colonel français entre dans Ségou, ville d'Afrique de l'Ouest, et s'empare d'un trésor. Parmi les objets du butin, des bijoux et un sabre. Alors que le Sénégal réclame la restitution du sabre depuis des décennies, symbole de sa mémoire collective, la France peine à répondre, prise dans un carcan idéologique et juridique. Ironie du sort, les bijoux ont, eux, été perdus, oubliés ou volés.

Partie sur les traces de ce trésor, T. Tervonen découvre une histoire coloniale violente dont les objets sont les témoins silencieux, une histoire dont nous resterons prisonniers tant qu'elle ne sera pas racontée.

En 1890, le colonel français Archinard et son armée prennent la ville de Ségou, dans l'actuel Mali. Ils s'emparent du trésor du palais, dans lequel figurent notamment des bijoux et un sabre, qui aurait appartenu à El Hadj Oumar Tall, seigneur musulman érudit et chef de guerre, qui fonda au 19^{ème} siècle un empire sur le territoire des actuels Sénégal, Mali, Guinée et Mauritanie. Parmi le « butin » ramené en France par Archinard se trouvent également deux enfants, dont Abdoulaye, 10 ans, petit-fils d'Oumar Tall. A l'heure où le Sénégal et d'autres pays africains réclament la restitution des objets acquis (pour ne pas dire pillés) par les métropoles pendant la colonisation, l'auteure, journaliste et documentariste qui a passé son enfance au Sénégal, a décidé d'enquêter sur les objets volés à Ségou et en particulier sur le sabre d'Oumar Tall, désormais restitué au Sénégal par la France et exposé au Musée des Civilisations Noires de Dakar. Que sont devenus les autres objets, quel a été le sort des deux enfants enlevés à leurs racines ? Et le sabre en question est-il réellement celui d'Oumar Tall ? Exploitant toutes les archives et sources disponibles en France et au Sénégal, elle retrace peu à peu la piste des enfants et du butin, et fait émerger un pan violent et déshumanisant (mais ne le sont-ils pas tous?) et peu connu de l'histoire coloniale française. Sans se prétendre historienne, son enquête est cependant méthodique et fouillée, même si elle n'atteint pas le résultat escompté. L'auteure met le doigt sur la condescendance dont les (anciens) colonisateurs faisaient et font encore preuve à l'égard de leurs (anciens) colonisés. Ainsi, citant **Felwine Sarr** : « Il y a comme une impossibilité à prendre en compte le fait qu'il existe un continent d'un milliard d'individus avec une jeunesse qui a droit à son patrimoine – exactement comme les jeunes Européens ont droit à leur patrimoine. Non, ils pensent que ce qui est à eux est à eux, et ce qui est à nous est aussi à eux ! Ils proclament l'universalité des musées, mais c'est une universalité centrée sur soi. [...] Il y a toujours des arguments. 'Il n'y a pas de musées en Afrique' - nous en avons dénombré autour de 500. 'A qui doit-on rendre ? A l'époque, le Sénégal ou le Bénin n'existaient pas'.

Quand des objets ont été pris dans l'Empire austro-hongrois, on les a bien rendus à l'Allemagne ou à l'Autriche, même si l'empire n'existait plus. 'Les objets n'ont pas été pris, ils ont été donnés ou vendus. Oui, donnés ou vendus dans un rapport asymétrique de pouvoir. N'est-ce pas la même question que pour les biens spoliés juifs ? Quand des Juifs vendaient des toiles de maître pour trois fois rien afin d'échapper à la mort, on leur a quand même rendu leurs biens, à eux ou à leurs descendants. Pourquoi ces analogies ne fonctionnent-elles pas ? [...] Rapidement, on se rend compte que la question ne se joue pas au niveau de la raison, mais bien ailleurs, poursuit-il. Elle se joue dans une vérité intime construite dans le temps, à force de répétitions dans les films, les livres, les médias, et les livres d'histoire, dans les discours politiques. Au fond, il y a toujours cette idée que l'Africain est un incapable ».

Un récit sensible et captivant et d'une lecture très fluide, qui témoigne d'une volonté d'ouvrir les esprits, avec humanité et humilité : « Je parcours les vitrines [du musée du Quai Branly], mes leçons de primaire en tête, et je vois une étrange mise en scène de l'histoire coloniale, transformée en un récit de dons, dénuée de toute trace de violence guerrière ou de domination, de toute référence à la brutalité dont ces objets sont les témoins directs. Le silence me paraît assourdissant ». « Ainsi, en 1893, il était impossible de penser que ces pièces soient africaines : trop délicates, trop fines, fabriquées avec des techniques trop sophistiquées. L'Afrique ne pouvait produire ce que les journalistes, à la vue des bijoux, qualifiaient d'« originalité » et de « sentiment artistique ». Près de cent trente ans plus tard, leur regard me paraît schizophrène : il fallait admirer la beauté du butin de guerre, témoin de notre domination sur l'Afrique, tout en se disant que cette beauté ne pouvait provenir d'Afrique. ».



Taina Tervonen qui a vécu son enfance au Sénégal, connaît l'histoire de ces otages pris par la France, les uns entreposés dans des musées, l'autre placé dans une famille lui permettant d'obtenir une éducation convenant aux préceptes français, tout en gardant contact avec son "sauveur", Archinard. Partant de cette histoire, elle choisit d'enquêter et de connaître la véritable histoire de ces objets et de ce jeune adolescent.

entre témoignages, recherches dans divers musées et lieux d'archives, retranscription de documents comme une partie des lettres qu'Abdoulaye a pu envoyer à Archinard, pour mieux montrer comment le pillage des pays colonisés est systémique, et oblige actuellement les états africains à demander de pouvoir récupérer des objets de valeur, historique, culturelle, qui leur appartiennent de droit - ce qui s'est passé à Ségou n'est en effet qu'un exemple parmi tant d'autres. Elle montre aussi que, parfois, ces pillages sont en partie supercherie, pour mieux asseoir la position de colonisateur dominant et tout-puissant. Elle montre enfin que ce pillage, en touchant également des êtres humains, n'a fait que renforcer les violences commises et l'inhumanité subie par les pays colonisés, par l'exemple concret d'Abdoulaye et de ses mésaventures à sa tentative de retour au pays.

Encore un séisme en Haïti



Des bâtiments éventrés, des dépouilles coincées dans les décombres et des habitants complètement démunis face aux violentes intempéries : le sud-ouest d'Haïti plonge d'heure en heure dans le chaos. Un nouveau séisme a frappé le pays, les averses charriées et la tempête tropicale commence à s'abattre sur l'île des Caraïbes

Un séisme de magnitude 5.7 a fait quatre morts et 36 blessés dans la Grande Anse, une partie du sud-ouest d'Haïti, mardi matin, écrit Alter Presse. Parmi les victimes, deux fillettes tuées par l'effondrement de deux maisons dans le quartier très peuplé Sainte-Hélène à Jérémie, « où les constructions sont faites en-dehors des normes », relève Gérald Guillaume, le responsable de la protection civile dans la Grande Anse. Jérémie où, comme à Abricots, les secousses ont été particulièrement ressenties. Selon le géologue Claude Prépetit joint par Le National, les récentes secousses (il y en a eu aussi dimanche) « sont dues à une augmentation des activités sismiques dans les départements des Nippes, du sud et de la Grande Anse, depuis le tremblement de terre majeur du 14 août 2021 qui a activé la faille qui se trouve dans la presqu'île du Sud ».

Ce séisme intervient après des inondations qui avaient déjà été dévastatrices : « 51 morts, 140 blessés, 18 disparues, 8 320 maisons détruites », égrène Gazette Haïti, « après les pluies qui se sont abattues sur Haïti le week-end écoulé ». Et les derniers séismes viennent « aggraver la situation déjà précaire de la région, qui lutte pour faire face aux conséquences des intempéries. Beaucoup de familles, craignant des répliques, prévoient de passer plusieurs nuits à la belle étoile. Sauf que pour des étoiles, ils n'en verront certainement pas en cette saison cyclonique » Selon l'Unité hydrométéorologique d'Haïti, ce mercredi et ce jeudi, « une onde tropicale traversera le pays et pourra provoquer des activités pluvieuses, surtout dans le département du Sud ».



Sur la route nationale 2 totalement inondée, à l'ouest de Port-au-Prince, le 3 juin. Des pluies diluviennes se sont abattues sur le pays entraînant des inondations et des glissements de terrain. La Protection civile a recensé au moins 42 victimes, 11 disparus et 13 400 déplacés.

Inondations, séismes, gangs... Qui pour sauver Haïti de ses malheurs ?



L'aide internationale peine à arriver dans ce pays gangrené par les violences. Le Canada se sent seul à aider les Haïtiens, en sanctionnant les élites corrompues qui financent des gangs armés. Il appelle les États-Unis et l'Union européenne à faire davantage. *Nous sommes attristés par les pertes de vies humaines, les destructions ainsi que par la souffrance de la population haïtienne.*

Il y a pire, comme toujours en Haïti. L'insécurité générale entrave l'acheminement de l'aide humanitaire ; le Programme alimentaire mondial peine actuellement à distribuer les 350 000 repas aux plus nécessiteux. L'instabilité politique qui s'est installée après les dictatures Duvalier père et fils (1957/1986), l'assassinat de Jovenel Moïse en 2021... a laissé le champ libre aux élites corrompues. Pour protéger leurs intérêts, elles financent des gangs, devenus aujourd'hui incontrôlables au point de voler l'aide internationale.

En octobre 2022, l'ONU a approuvé un régime de sanctions contre ces bandes criminelles qui contrôlent l'accès aux denrées essentielles comme l'eau, la nourriture et le pétrole, pratiquent le viol pour semer la peur. Le Canada, où la diaspora haïtienne est très active, s'est exécuté. En novembre et décembre, Ottawa a sanctionné dix-sept personnes : des hommes politiques comme l'ex-président Michel Martelly, les sénateurs ou ex-sénateurs Rony Célestin, Hervé Fourcand, Joseph Lambert ou Youri Lalortue... Le ministère canadien des Affaires étrangères a aussi gelé les avoirs de trois hommes d'affaires parmi les plus riches du pays : Gilbert Bigio, Reynold Deeb et Sheif Abdallah. Ces derniers sont accusés d'importer illégalement des armes de gros calibres qui sont distribués aux gangs.

Appel aux Européens

En mars, le Premier ministre Justin Trudeau a confié se sentir un peu seul dans cette lutte pour sortir Haïti de sa multi crise. Il a encouragé les États-Unis, l'Union européenne, la France à faire beaucoup plus pour assécher le financement des bandes armées.



Mardi 6 juin, le tremblement de terre de 4,9 de magnitude a fait au moins quatre morts : ici les dégâts à Grand'Anse, 300 km à l'ouest de la capitale d'Haïti. © AFP

Au Maroc, des femmes s'imposent dans l'univers

masculin de la musique gnaoua

Le festival gnaoua musiques du monde qui s'est tenu fin juin à Essaouira a vu se confirmer une tendance : les femmes sont de plus en plus nombreuses à s'emparer de ce genre musical. Asma Hamzaoui, Casablancaise de 26 ans, est l'une des premières femmes à avoir investi ce milieu grâce à

son père. « Je l'accompagnais dans ses soirées dès l'âge de 7 ans. J'ai appris au fur et à mesure à jouer du *guembri* », un luth à trois cordes en peau de dromadaire, raconte la jeune femme qui a créé son propre groupe en 2012, Bnat Timbouktou (les filles de Tombouctou en dialecte marocain).

« Mon père a fait en sorte que j'apprenne le maximum de choses avant que je ne prenne mon propre envol », se souvient-elle..



L'artiste marocaine Hind Ennaira, membre d'un groupe traditionnel gnaoua, lors de la 24e édition du Festival des musiques du monde Gnaoua à Essaouira, le 24 juin 2023 (AFP/Fadel Senna). À Essaouira, la formation exclusivement féminine – Asma Hamzaoui au chant et au guembri et quatre joueuses de *qraqebs*, les fameuses castagnettes en acier typiques du genre gnaoua – a enflammé le public, aux côtés des Amazones d'Afrique, un groupe féminin malien

« C'est exceptionnel de voir des femmes jouer de la musique gnaoua, qui ne devrait pas rester dans le giron des hommes. Elles donnent un nouveau souffle à cette musique », s'exclame Hamza Tahir dans le public. .

« Nourrir l'esprit »

Sur les pas de Bnat Timbouktou, Hind Ennaira, une étoile montante de la tagnaouite, a décidé de tenter l'aventure depuis sa ville natale d'Essaouira.

Cette citadelle fortifiée au bord de l'Atlantique est un vivier de cette tradition musicale mystique, où les invocations religieuses se mêlent à celles des ancêtres et des djinns, les esprits magiques.

Au fil du temps, cette musique, initialement portée par des descendants d'esclaves et dont les racines remontent au moins au XVIe siècle, est sortie de la sphère privée des *lilates*, des veillées accompagnées de rituels thérapeutiques, vers des manifestations publiques moins codifiées, comme des concerts et des festivals.

Le ganoua a été inscrit sur la liste du patrimoine immatériel de l'UNESCO en 2019.

Le roi des Pays-Bas présente ses excuses officielles pour l'esclavage



Le roi Willem-Alexander a présenté samedi 1er juillet ses excuses officielles pour l'implication de son pays et de sa dynastie dans l'esclavage. Il s'est déclaré « *personnellement et extrêmement* » touché. « *Aujourd'hui, je me tiens devant vous en tant que roi et membre du gouvernement. Aujourd'hui, je vous présente mes excuses personnellement* », a-t-il déclaré.

sous les acclamations lors d'un événement marquant les 150 ans de l'affranchissement des esclaves dans les anciennes colonies néerlandaises, à l'Oosterpark d'Amsterdam.

Des milliers de descendants de personnes réduites en esclavage dans l'ancienne colonie sud-américaine du Suriname ainsi que dans les îles caribéennes d'Aruba, Bonaire et Curaçao assistaient à ces célébrations.

« *Je ressens cela profondément dans mon cœur et dans mon âme* », a déclaré le roi, avant d'ajouter : « *La traite des esclaves et l'esclavage sont reconnus comme crimes contre l'humanité* ».

« *Les rois de la maison d'Orange (dont descend le monarque actuel, ndlr) n'ont rien fait pour l'empêcher. Aujourd'hui, je demande pardon pour cette inaction* », a encore ajouté Willem-Alexander.

Les commémorations marquant la fin réelle de l'esclavage dans les colonies ont lieu chaque année à Amsterdam, une célébration appelée « *Keti Koti* », soit « *briser les chaînes* » en sranantongo (l'une des langues du Suriname).

Elles prennent un relief particulier cette année après la présentation en décembre par le gouvernement d'excuses officielles pour le passé esclavagiste des Pays-Bas.

Le ministre des Affaires étrangères néerlandais au Suriname

« *Il a demandé pardon aux gens du Suriname* », s'est félicité auprès de l'AFP Abmena Ryssan, 67 ans, présent à la cérémonie, en tunique bariolée et portant une coiffe traditionnelle ornée du drapeau surinamien. « *Peut-être peut-il maintenant faire quelque chose pour les Noirs* », a-t-il ajouté.

« *C'est un début* », a estimé Lulu Helder, enseignante et descendante d'esclaves, qui a regardé à quelques kilomètres de là le discours du roi, retransmis en direct à la télévision nationale. « *Il nous faut des réparations* », a-t-elle dit.

« *Il a assumé ses responsabilités, alors je lui pardonne* », a déclaré Arnolda Vaal, 50 ans, vêtue de l'habit traditionnel des esclaves.

« marseilleS », au miroir des impensés colonialistes



Film singulier, « marseilleS » offre un voyage, entre France et Algérie, sur les traces d'un fantôme que l'on peut appeler colonialisme. À partir d'archives exceptionnelles, la réalisatrice Viviane Candas ausculte la généalogie d'un racisme contemporain. Ou comment l'extrême

droitisation de l'arène politique a une histoire qui remonte à loin.

« On est passé de la citoyenneté à l'identité. » Film singulier, aussi surprenant dans sa forme que « dissensuel » dans son intention, *marseilleS* questionne l'identité plurielle et ausculte la généalogie d'un racisme contemporain.

En 2016, la réalisatrice Viviane Candas signait **L'Algérie des possibles**, à partir de l'histoire de son père, Yves Mathieu, ancien avocat du FLN, puis conseiller de Ben Bella. Le nouveau président algérien l'avait chargé de la mise en place des domaines agricoles autogérés, la grande utopie de l'Algérie libérée. Rien que ça ! Mais l'histoire tourne vite au drame. Le 16 mai 1966, un an après le coup d'État perpétré par Boumédiène, Yves Mathieu meurt dans un accident de voiture, étrangement percutée par un camion de l'armée. Le film de Viviane Candas nous proposait, outre l'enquête – qui n'aboutira pas, comme toujours quand il s'agit de l'armée –, une plongée passionnante dans les premiers pas de l'Algérie indépendante.

Avec *marseilleS*, la réalisatrice nous offre un tout autre voyage, entre France et Algérie, sur les traces d'un fantôme que nous appellerons colonialisme. Le film zigzague entre plusieurs périodes, plusieurs lieux – il faut de la souplesse pour saisir un spectre – à la recherche d'une explication de la montée du racisme en France. En creux, le film se loge dans l'impossible récit du passé, tant le déni est constant, permanent, comme un mur entre les communautés, encore inébranlable, malgré les nombreux coups de butoir...

Mais Viviane Candas ne craint pas de jouer les passe-murailles. Le film tente l'impossible, à l'aide d'une mosaïque de séquences, piochées entre deux filmages, réalisés à 32 ans d'intervalle.

L'essai politique de la cinéaste puise sa force dans la richesse exceptionnelle de ses archives. En confrontant les différentes strates de ses matériaux sur plus de 30 ans, elle « établit des continuités par-dessus des béances impensées » où « la banalisation de l'extrême droite se comprend moins avec le passé récent qu'à partir de nappes de passé plus éloignées », comme le considèrent Saad Chakali et Alexia Roux pour l'excellent site critique **Des nouvelles du front cinématographique**. Chacun des récits du film, disent-ils, « s'incarne dans des gens qui pensent d'où ils arrivent, qui pensent ce qui leur arrive et qui pensent ce dont ils héritent » et restitue ainsi « la mémoire à ceux qui en ont été dépossédée ».

« La France n'est pas prête à reconnaître la vérité par rapport au passé »

En 1986 à Marseille, la réalisatrice filme son amie Fatima Haggoug Bendeddouche, immigrée algérienne, passée du bidonville de La Timone à la mairie de la ville où elle est cadre. Les scènes où elle raconte sa ville et les injonctions contradictoires qui s'accumulent sur les immigrés algériens sont d'une beauté inoubliable tant elles charpentent l'ensemble du film.

Elle fait aussi longuement parler ses enfants qui mettent des mots, très articulés, sur leur sentiment d'appartenance, leurs réactions face au racisme, leur rapport à la religion. Puis, comme juxtaposé à cette réalité, ou plutôt lui tournant le dos, le film donne la parole à des militants du Front national qui, sans filtre, disent l'animosité toute particulière qu'ils vouent à ces immigré-es qui « envahissent » la cité phocéenne.

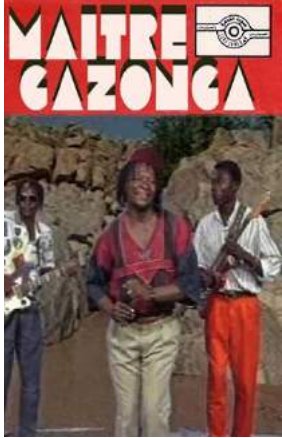
En 2018, elle retrouve les fils de son amie Fatima, désormais adultes, pour qu'ils mettent, de nouveau, des mots sur les séquelles de la guerre d'Algérie, les ratonnades de 1973, la marche des Beurs de 1983, les problèmes de l'immigration et la place de l'islam dans leur vie malgré le terrorisme islamiste.

Pour éclairer « le drame » de cette deuxième génération, restée, malgré ses avancées sociales, orpheline politiquement, Viviane Candas fait quelques allers-retours fort utiles sur l'actualité algérienne : la nationalisation des hydrocarbures en 1971, le massacre d'octobre 88, où « l'armée nationale du peuple tire sur le peuple », le terrorisme des années noires, et le rôle majeur des islamistes dans la vie des Algérien-nes.

Alors que le rêve de retour des parents s'est évanoui dans la nuit, les enfants se sont enracinés à Marseille, comme partout en France, mais l'idéologie d'extrême droite n'a pas changé. Elle est même devenue dominante.

Les derniers mots de Nejma, filmée dans une émission sans spectateurs, pourraient être envoyés tels quels à tous ceux qui, ici, veulent, honnêtement, réconcilier les récits et apaiser les esprits : « *La question de la mémoire est fondamentale, en termes de repères, en termes d'identité et de restitution de la vérité. Malheureusement, j'ai l'impression que la France n'est pas prête à reconnaître ça. Elle n'est pas prête à reconnaître la vérité par rapport au passé. Pas prête à reconnaître ses erreurs. Elle n'est pas prête non plus à reconnaître ses crimes. Moi qui suis de la deuxième génération, je suis relativement intégrée, mais j'ai aussi l'impression d'être orpheline de cette histoire qui ne m'a pas été restituée. [...] Quand on en arrivera là, je pense que d'une certaine manière, on sera vraiment intégrés.* »

Fait rare pour un film produit en France, c'est sur une chaîne de télévision algérienne qu'il sera diffusé en avant-première exclusive. « On inverse le jeu, conclut sa réalisatrice, c'est l'Algérie qui tend à la France un miroir peu complaisant. »



Il est décédé le 1er avril 2006. Rougalta Ahmed alias Maître Gazonga est le chanteur le plus populaire de son époque. 15 ans après sa disparition, Tchadinfos vous fait (re)découvrir le parcours de cet enfant du Batha qui a réussi à s'imposer contre vents et marées.

La nouvelle a été accueillie par beaucoup de Tchadiens comme un poisson d'avril. Pourtant, elle sera confirmée. Me Gazonga est mort le 1er avril 2006. Il n'est plus depuis 15 ans. Mais ses chansons restent très écoutées. Maître Gazonga (allusion à son poste de gardien de but) est un artiste tchadien qui a galéré à son époque mais avec un parcours riche. Comptable de formation, Maître Gazonga exerça pendant sept ans à la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS). Parallèlement à sa fonction de comptable, il faisait de la musique. Quelques-uns de ses compatriotes ont découvert son talent artistique et l'ont encouragé à embrasser la carrière musicale. Son groupe donne des concerts pendant plusieurs mois dans toutes les régions du Tchad où les villageois pouvaient payer avec ce qu'ils avaient : du sorgho, du riz, du poisson séché, des poulets, des haricots... Et pendant que le groupe allait de village en village, deux camions faisaient des aller-retour avec la capitale N'Djaména, pour vendre au marché une partie des produits récupérés, l'autre étant directement donnée aux familles des musiciens. L'argent ainsi récupéré permettait de payer les salaires et avec les profits réalisés, ils pouvaient répéter le reste de l'année et enregistrer de nouveaux titres¹.

Dans le domaine musical, dès qu'il a senti qu'il pouvait voler de ses propres ailes, il a décidé de former en 1972, un orchestre du genre vedette en herbe, dénommé "Saltana". Après deux ans de fonctionnement, il a dissout "Saltana" pour créer "Chalal" en 1974. Maître Gazonga jouait plusieurs rôles dans le groupe: à la fois arrangeur, accompagnateur guitariste et chanteur. Ne pouvant pas valablement s'épanouir sur place, il a décidé de s'envoler vers l'étranger. Sa renommée commence à partir de là. Il est allé d'abord en RCA en 1976. Là-bas, il a réussi à intégrer le groupe musical Tropical Fiesta, où il a d'ailleurs épaté le public bangouais.

Malheureusement, les musiciens centrafricains de cet orchestre qui n'étaient pas plus fameux que lui, commençaient à le bouder. Pour l'écartier, ils ont soulevé un faux problème : celui de la nationalité. Et pourtant au Tchad, évoluaient des garçons centrafricains comme Kapox et consorts. Dans cette situation ambiguë, il était obligé de quitter la RCA pour se rendre au Congo en 1978

Mesdames, mesdemoiselles et messieurs
Et voici L'international Challal et Maître Gazonga depuis Abidjan
Les amis, est-ce qu'on peut y aller?

(Bien sûr, oh oui, ok d'accord d'accord... Ah oui, bien sûr)

Je suis allé à Kinshasa j'ai trop souffert
Je suis allé à Libreville j'ai trop souffert
Je suis allé à Bangui yéyé j'ai trop souffert
Je suis allé à Libreville j'ai trop souffert

Ceux qui ignorent me disent tout haut, tu n'es pas chez toi
De retour à n'djaména, ma capitale
Les jaloux saboteurs aux yeux de crocodiles
Veulent mon échec, me souhaitent la misère
Hé héééé voilà mon problème

Je suis allé à Kinshasa j'ai trop souffert
Je suis allé à Brazzaville j'ai trop souffert
Je suis allé à Bangui yéyé j'ai trop souffert

Ceux qui ignorent me disent tout haut, tu n'es pas chez toi
De retour à n'djaména, ma capitale
Les jaloux saboteurs aux yeux de crocodiles
Veulent mon échec me souhaitent la misère
Hé héééé voilà mon problème

Je suis allé à Kinshasa j'ai trop souffert
Je suis allé à Libreville j'ai trop souffert
Je suis allé à Yaoundé j'ai trop souffert

Ceux qui ignorent me disent tout haut, tu n'es pas chez toi
De retour à n'djaména, ma capitale
Les jaloux saboteurs aux yeux de crocodiles
Veulent mon échec me souhaitent la misère
Hé héééé voilà mon problème

Je suis allé à Kinshasa j'ai trop souffert
Je suis allé à Libreville j'ai trop souffert
Je suis allé à Yaoundé j'ai trop souffert

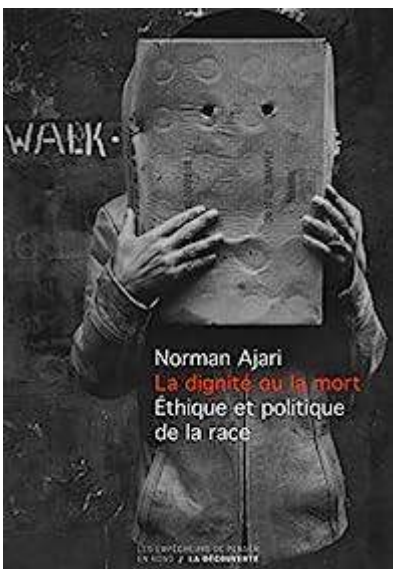
L'antiracisme en débat



Depuis quelques années, l'antiracisme est les théâtre 'un débat sans concession. Alors qu'on pensait s'être débarrassé de la « race », elle revient par le biais du néocolonialisme, antiracisme radical qui condamne en bloc la modernité occidentale. Face à lui se dresse un antiracisme universaliste qui semble sur le déclin.

Malheureusement, comme l'explique Martin Legros, rédacteur en chef de Philosophie magazine et préfacier du livre « où commence le racisme? » dans l'espace public, ce débat est peu ou mal pris en charge. La plupart du temps, il laisse place à des invectives. ET les protagonistes prennent rarement le temps de s'écouter, de croiser leurs arguments pour déterminer ce qui les oppose. C'est ce que font Marilyn Maeso et Norman Ajari dans cet ouvrage.

La première, spécialiste d'Albert Camus, s'inscrit dans le courant républicain universaliste. Sans nier le racisme ou les discriminations, elle se méfie de la réintroduction du concept de race estimant qu'il risque de mener à de nouvelles formes d'assignations. Norma Asjari a fait sa thèse sur Frantz Fanon et enseigne en Ecosse. Ancien membre des indigènes de la République, il défend la « *théorie critique de la race* » et les études décoloniales, et pense que la race, pensée non comme une essence biologique mais comme une construction sociale, ne peut être évacuée. Une discussion courtoise et sans concession.



La dignité ou la mort de Norman Ajari

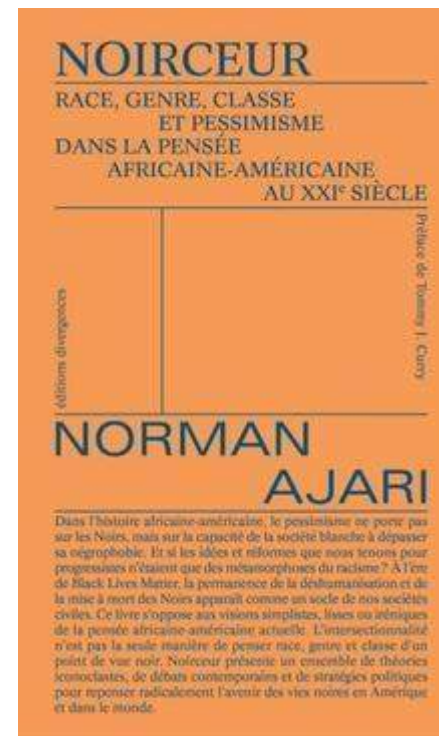
Être africain ou afrodescendant, c'est provenir d'un peuple dont l'humanité fut contestée sur les plans juridique, scientifique, philosophique, théologique, économique, psychiatrique. On n'en continue pas moins à exiger des Afrodescendants qu'ils cessent de « ressasser », de « ruminer » l'histoire coloniale, répétant ainsi une vieille injonction esclavagiste à l'oubli des ancêtres et à la méconnaissance de la communauté d'origine. Pourquoi prendre la question sous l'angle de la dignité ? La dignité est ce que le Blanc essaie d'abolir lorsqu'il exerce sa violence sur le Noir. Mais c'est aussi ce dont il se prive lui-même dans sa violence sur le Noir. Et c'est ce que le Noir réaffirme collectivement lorsqu'il s'engage contre la domination blanche.

La dignité ou la mort (suite)

Lorsque la dignité d'un jeune Noir est prise d'assaut, lorsqu'il est violé ou assassiné par les représentants de l'État, c'est une longue histoire de luttes, de conquêtes et d'affirmation d'une humanité africaine qui vacille et tremble sur ses bases.

La Dignité ou la Mort propose une implacable analyse critique de la tradition philosophique européenne. Mais c'est pour mieux renouer avec l'histoire méconnue de la pensée radicale des mondes noirs. Les révoltes d'esclaves, la négritude, les usages révolutionnaires du christianisme en Amérique du Nord et en Afrique du Sud, l'ontologie politique seront autant d'étapes d'un véritable parcours de libération.

La dignité est la capacité de l'opprimé à tenir debout entre la vie et la mort.



Dans l'histoire africaine-américaine, le pessimisme ne porte pas sur les Noirs, mais sur la capacité de la société blanche à dépasser sa négrophobie. Et si les idées et réformes que nous tenons pour progressistes n'étaient que des métamorphoses du racisme ? À l'ère de Black Lives Matter, la permanence de la déshumanisation et de la mise à mort des Noirs apparaît comme un socle de nos sociétés civiles.

Ce livre s'oppose aux visions simplistes, lisses ou iréniques de la pensée africaine-américaine actuelle. L'intersectionnalité n'est pas la seule manière de penser race, genre et classe d'un point de vue noir. Noirceur présente un ensemble de théories iconoclastes, de débats contemporains et de stratégies politiques pour repenser radicalement l'avenir des vies noires en Amérique et dans le monde.

ARTHUR FRAYER-LALEIX

« ET LES BLANCS SONT PARTIS. »

Reportage
au cœur
de la fracture
ethnique

fayard

ET LES BLANCS SONT PARTIS

Ces mots sont ceux de beaucoup de gens croisés en reportage. Des mots entendus dans la bouche de Marocains, d'Algériens, d'Ivoiriens, de Maliens, de Sénégalais... qui s'en désolent et le déplorent le plus souvent. Du « départ des Blancs », ils sont les premières victimes.

Fruit de dix années d'enquêtes dans les cités, ce livre analyse la « ghettoïsation ethnique » à l'œuvre dans la société française. Si l'expression est imprononçable dans notre République, elle est pourtant une réalité pour qui prend la peine d'aller et de revenir dans les quartiers les plus pauvres du pays.

Arthur Frayer-Laleix plonge avec cet ouvrage au cœur de la fracture ethnique française : il raconte notamment les services publics ségrégués, les discriminations à la couleur de peau, l'absence d'élus de la diversité à la tête de nos grandes villes et la surreprésentation des hommes issus de l'immigration dans nos prisons.

Un livre intéressant qui se lit en quelques heures. L'auteur partage des témoignages variés et prenants mais offre également des pistes de réflexions en proposant d'autres ouvrages d'opinion variés. J'ai appris quelques détails sur les cités que j'ignorais. Le livre est simplement écrit et a évidemment un parti pris. Une bouffée d'air honnête chargée d'un léger optimisme dans un débat monopolisé par l'extrême droite. Le reporter, spécialiste des banlieues, a arpenté pendant dix ans les citées les plus pauvres de France. Il a rencontré, suivi et écouté des dizaines d'habitants de ces quartiers HLM. De son impressionnante enquête de terrain une phrase choc résonne : « *Les Blancs sont partis.* »

Séparation raciale : Ces mots stupéfiants, « *prononcés avec regret* » par certains Marocains, Algériens, Ivoiriens, Maliens ou Sénégalais, reflètent une réalité crue dans les banlieues françaises. Celle - pour le dire sans pincettes - d'une forme de « séparation raciale » à la sud-africaine, les lois de l'apartheid en moins, fort heureusement. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que ces quartiers HLM sont pour l'essentiel habités par des Noirs et des Arabes. Comme il faudrait faire preuve de mauvaise foi pour contester que les zones pavillonnaires et les centres-villes sont davantage le lieu de vie des Blancs.

Vagues de populations : Comment la France en est-elle arrivée là Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, est un cas emblématique. Un quartier sort de terre (le Val Fourré) dans les années 1965. Des habitants (en majorité blancs) s'y installent. Puis le quittent dans les années 1980 pour des pavillons, au vert. S'y installent alors des populations africaines venues travailler dans l'usine Renault de Flins-sur-Seine, toute proche.

Violences policières : mon père et le « panier à salade »

Chronique de Célia Sadaï

1969 - Quand j'étais petite, mon père aimait nous raconter ses histoires de jeunesse. Mais ces histoires-là n'avaient rien de léger, comme la jeunesse est légère. Elles avaient pour lieu principal le « panier à salade ». Dans les années 1970, c'est le terme d'argot pour dire « fourgon de police ». Mon père passe donc une partie de sa jeunesse à se faire embarquer dans le « panier à salade ». Pourquoi ? Son nom, sans doute, Tahar Sadaï. Son accent aussi, aux mélodies d'Algérie. Et puis son métier, manœuvre à l'usine. Un pauvre, donc. Orphelin de la Guerre d'Algérie à l'âge de 9 ans, mon père quitte la Kabylie pour Alger à l'âge de 16 ans puis Alger pour Paris à l'âge de 19 ans. En 1969, 7 ans après l'Indépendance de l'Algérie. À l'époque, on ne loue pas d'appartement aux Algériens. Mon père habite rue des Partants, dans un hôtel du 20^{ème} arrondissement tenu par un Kabyle, avec des cousins du village. C'est les Trente Glorieuses et il y a du travail pour les ouvriers. Heureusement, parce que mon père se fait renvoyer plusieurs fois par semaine. On le juge trop « désobéissant ». Mon père ne se laisse pas abattre pour autant et vit sa jeunesse en fumant des cigarettes et en jouant de la musique avec ses copains. Mais cet Algérien heureux, c'est intolérable. Il finit donc ses soirées dans le « panier à salade » puis en garde à vue, au seul motif de ne pas être assez invisible. C'est aussi ce qu'on appelle une « ratonnade ».

1986 - Moi, ces histoires m'ont marquée. Si mon père les racontait joyeusement, je sentais pourtant que quelque chose n'était pas normal. J'étais triste parce qu'il n'avait pas eu le même droit à l'insouciance que d'autres. En 1986, je rentre au Cours Préparatoire. La veille de la rentrée, mon père m'interdit de dire à mes camarades que je viens d'Algérie. Tu es une française, il me dit. Il me fait un peu peur. Je grandis dans le quartier parisien de Ménilmontant, un quartier d'immigrés, de pauvres et de punks. Je sais qu'il y a un autre monde, ailleurs. Je le vois bien à la télé et quand on prend la voiture pour aller faire des courses à Auchan, le samedi. Des gens plus blancs, plus riches, plus paisibles. Je n'appelle pas encore ça le privilège blanc. En 1986, un jeune étudiant appelé Malik Oussekin meurt sous les coups de trois policiers voltigeurs. Il a 22 ans et n'a rien fait de mal. Chez nous, on regarde toujours le journal télé pendant le dîner. Et on en parle beaucoup, de Malik Oussekin. J'ai six ans et je repense au « panier à salade ».

1995 - Dans les années 1990, je commence à poser des mots sur le réel qui m'entoure. Mon frère aîné, élève brillant et éternel premier de la classe, est refusé en classe de seconde par les meilleurs lycées parisiens. Quand mon père reçoit la nouvelle, il passe deux jours au lit, désespéré. Je ne comprends pas bien pourquoi, mais je repense encore au « panier à salade ». En 1993, Makomé M'Bowolé meurt d'une balle dans la tête dans un commissariat du 18^{ème} arrondissement. Il a 17 ans et n'a rien fait de mal. Moi, je change. Je suis tout le temps en colère.

Célia Sadaï



« On ne peut pas se contenter de vendre des livres, on doit changer le monde »

Rodney Saint-Eloi a créé en 2003, à Montréal, la maison d'édition Mémoire d'Encrier.

Poète, romancier, essayiste, éditeur, Rodney Saint-Éloi :

Vous faites tout sans céder jamais à l'exigence, parlez nous de votre vie d'écriture.

J'aime l'étiquette d'écrivain-éditeur, parce que l'éditeur est un homme qui vit dangereusement, il doit être dans l'altérité, regarder l'autre et, en même temps, être en soi. Or aujourd'hui, toutes nos lectures sont interrompues. Le métier d'éditeur apprend à se cacher pour lire. Césaire avait une formule, il disait qu'il faut être solitaire et solidaire, on se cache pour comprendre le monde, pour être conduit jusqu'à l'Autre et dénouer les nœuds dans la relation, et c'est infini, parce qu'un livre apporte toujours d'autres questions. Avant, je travaillais avec la relation et le tout-monde de Glissant, mais après avoir publié *le Contrat racial* de Charles Mills, je considère les choses autrement. Je crois que c'est cela penser, c'est penser tous les jours et penser aujourd'hui autrement qu'hier. La question que Charles Mills m'a forcé à me poser, c'est : **comment Glissant aurait-il reformulé le Tout-Monde après avoir lu *le Contrat racial* ?** Beaucoup d'intellectuels africains francophones à qui j'ai posé la question n'avaient pas lu *le Contrat racial*, il n'était pas parvenu jusqu'à eux en anglais. Pourtant, il a connu un grand succès dans le monde anglophone, mais quand je vois ce qui se passe au niveau de la traduction, je me pose la question des angles morts, de tout ce qui a été *silencié*. Comment respecter les voix et les imaginaires de tous ces peuples qui ont été *silenciés* ? Comment peut-on passer à côté de certains livres ? De ce point de vue, être écrivain est nécessaire, parce que cela nourrit le regard que je porte sur l'écriture, comme si je savais ce que sont les recettes, et les recettes, il y en a trop, alors que je cherche quelque chose de neuf et de bouleversant.

Vous pensez que l'éditeur doit toujours porter une utopie ?

En tout cas, il doit révéler. C'est pour moi une éthique, on doit changer le monde, c'est-à-dire changer le regard. Et ne jamais oublier l'intimité d'êtres humains qui se rencontrent. On lit un auteur et ça nous rend vivant. Je croyais être seul et je me rends compte qu'il y a une cosmovision, je suis partie prenante de quelque chose qui est plus grand que moi et je ne le savais pas. On ne peut pas être éditeur, si on n'est pas indépendant, si on ne peut pas accepter la diversité de ton, de langage, de couleur, et accepter d'autres voix que la nôtre. Le livre, c'est un risque, éditer, c'est avoir la conscience d'une individualité, être au-dessus et donner le meilleur, simplement, il ne s'agit pas de plaire ou de séduire. Les petites maisons d'édition, comme les pays placés face à l'extrême, amènent des choses en marge, or les marges ont toujours révolutionné les centres. Il faut laisser entrer en soi ces marges subversives.

Réquisitoire poétique contre un système pervers

"Nous sommes tous des migrants"

La talentueuse et très prolifique Ken Bugul, aujourd'hui septuagénaire, a écrit un roman de plus, une fable politique et poignante, qui s'éloigne de sa veine autobiographique habituelle.

Elle n'avait pas écrit depuis huit ans, et elle a aujourd'hui 75 ans, mais force est de reconnaître que Ken Bugul n'a rien perdu de sa force et de sa lucidité.

Le Trio Bleu, son onzième ouvrage, constitue un diagnostic sans appel sur le mirage de l'immigration vers l'Occident, et tous les innombrables drames qu'elle engendre.



Selon Ken Bugul, il s'agit de déconstruire sans plus attendre toute cette mythologie : celle selon laquelle si on part en Europe, on aurait réussi, et à quel prix ! La romancière nous rappelle toutes les étapes d'une véritable descente aux Enfers - incluant humiliations sans fin, famine et esclavage en Libye. La Terre Promise se trouve-t-elle véritablement au bout de cet interminable calvaire, en France, ou, pour reprendre le nom du roman, "Réewma" ? Ken Bugul nous montre aussi que les migrants africains sont souvent victimes de détournements de fonds et d'extorsions de la part de leurs soi-disant proches. Ici les nombreux virements que fait parvenir Goora à son oncle avec difficulté et qui devaient payer la construction d'une villa ne servent en fait qu'à enrichir ce dernier. Son oncle se révèle d'ailleurs dépourvu du moindre scrupule, puisqu'il va même jusqu'à subtiliser la promesse de Goora. Avec courage et une langue bien aiguisée, Ken Bugul dénonce ce qu'elle nomme un "système pervers" qui gangrènerait selon elle le pays - ou continent ? - qu'elle appelle "Jolof". Pour le prouver, voici un extrait éloquent du roman : "Dans une société devenue matérialiste par la faute des dirigeants qui avaient fait de leurs peuples des résignés, de leurs acolytes opportunistes et de leurs proches, des "subitement milliardaires", ce nouveau statut de considérés avait beaucoup affectés les hommes. Un homme instruit, éduqué, cultivé, érudit, honnête, digne, n'y avait plus sa place. La valeur d'un homme ne se mesurait plus que par ses villas, ses voitures de luxe, son train de vie de pacha, ses voyages à Dubaï, Paris, Rabat ou Houston. L'homme en était réduit à l'apparence et à l'avoir. Inversion de statut : 'Sois riche et tais-toi !'".

Le sujet n'est pas nouveau, mais Ken Bugul a sa langue à elle, à la fois poétique et tranchante, sarcastique et aérienne. Amer et mélancolique, **Le Trio Bleu** n'en contient pas moins de l'espoir. Certaines réalités resteraient authentiquement belles, et il faudrait pouvoir les voir. La solidarité, l'amitié, la poésie, le ciel, et les oiseaux. Même le redoutable système pervers ne pourrait nous empêcher d'y goûter !



Leurs tentatives pour comprendre ce qui est arrivé et pour obtenir justice, vérité et réparation sont mises à mal par les efforts que semblent déployer les autorités espagnoles et marocaines pour étouffer l'affaire, a déclaré Amnesty International à la veille du premier anniversaire des événements meurtriers qui se sont déroulés à la frontière de l'enclave espagnole de Melilla.

Au moins 37 personnes sont mortes après qu'environ 2 000 migrants et réfugiés d'Afrique subsaharienne ont tenté de traverser la frontière depuis le Maroc vers l'Espagne le 24 juin 2022. Au moins 76 autres personnes sont toujours portées disparus. Les autorités espagnoles et marocaines n'ont toujours pas mené d'enquête indépendante et efficace, ce qui laisse des dizaines de familles endeuillées dans l'angoisse.

« Un an après le carnage de Melilla, les autorités espagnoles et marocaines continuent non seulement de nier toute responsabilité, mais elles empêchent en outre les tentatives visant à établir la vérité. Alors que des corps gisent encore dans une morgue et dans des tombes, les efforts pour identifier les morts et informer leurs proches sont bloqués, a déclaré la secrétaire générale d'Amnesty International, Agnès Callamard. « Les obstacles à la vérité et à la justice reflètent le traitement néfaste qui continue d'être appliqué en fonction de l'origine ethnique et du statut migratoire. Cependant, même si l'espoir de retrouver les 76 personnes disparues s'amenuise, la demande faite aux autorités de garantir la vérité et la justice pour les victimes et leurs familles prend de plus en plus d'ampleur. »

Un rapport publié en 2022 par Amnesty International montre que les événements de juin 2022 étaient prévisibles et que la perte des vies humaines aurait pu être évitée. En novembre 2022, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a déclaré que les violences de Melilla étaient « révélatrices de la situation actuelle aux frontières de l'Union européenne, à savoir, une exclusion des personnes racisées et des violences mortelles déployées pour ne pas laisser entrer les personnes originaires d'Afrique ou du Moyen-Orient, ainsi que les autres populations non blanches ».

« Ce qui s'est passé à Melilla vient nous rappeler salutairement que les politiques migratoires racistes visant à fortifier les frontières et à limiter les voies sûres et légales dont disposent les personnes en quête de sécurité en Europe ont des conséquences réelles et fatales. On peut difficilement échapper à la composante raciale des événements de Melilla et à la façon déshumanisante dont les personnes noires sont traitées aux frontières de l'Europe, qu'elles soient vivantes, disparues ou mortes, a déclaré Agnès Callamard.

Attac et plusieurs associations dans le viseur du gouvernement : stop à la criminalisation du mouvement social et écologiste !



Comme deux autres organisations engagées pour la justice sociale et climatique (Extinction Rebellion et Dernière rénovation), Attac a reçu ces derniers jours une convocation de l'Assemblée nationale pour la date du 26 juin, dans le cadre d'une commission d'enquête.

Celle-ci porte « sur la structuration, le financement, les moyens et les modalités d'action des groupuscules auteurs de violences à l'occasion des manifestations et rassemblements intervenus entre le 16 mars et le 3 mai 2023 ainsi que sur le déroulement de ces manifestations et rassemblements ».

La convocation d'Attac a finalement été repoussée au 18 juillet, les deux autres restent inchangées. Ces convocations s'ajoutent aux nombreuses tentatives d'intimidation et de criminalisation des mouvements sociaux et écologistes de la part du gouvernement.

Gérald Darmanin avait déjà qualifié d'éco-terroristes les manifestant-es contre la méga-bassine de Sainte-Soline, puis remis en cause les subventions de la Ligue des droits de l'Homme. Le gouvernement a franchi une nouvelle ligne rouge en arrêtant une quinzaine de militants écologistes et en annonçant la dissolution des Soulèvements de la Terre.

Nous apprenons aussi que l'association Anticor se voyait retirer son agrément lui permettant de remplir sa mission de lutte contre la corruption et de porter plainte au nom de l'intérêt général.

Ce sont désormais trois autres associations, Attac, Extinction Rebellion et Dernière rénovation, qui sont désormais également dans le viseur, étant associée de manière à peine voilée à l'organisation de « violences » lors des manifestations et rassemblements.

MALGRÉ LES ENTRAVES, LA CIMADE TOUJOURS ENGAGÉE À MAYOTTE

La Cimade à Mayotte a célébré la victoire d'une dizaine de requérant·e-s menacé·e-s d'expulsion de leur habitat qui étaient parvenu·e-s à faire suspendre un arrêté

préfectoral. Le même jour, des personnes se revendiquant du Comité de Défense des Intérêts de Mayotte (CODIM) organisaient une manifestation sauvage devant nos locaux, contraignant bénévoles et salariées à se retrancher à l'intérieur.

Depuis lors, nos locaux sont inaccessibles – chaque jour, des personnes campent devant, menaçant toute personne qui s'y présente, y compris des personnes étrangères en quête d'informations. Une poignée de manifestant·e-s qui, au mépris de nos engagements, de nos valeurs, de notre fonctionnement, nous accusent d'être responsables de l'insécurité et de la pauvreté à Mayotte, oubliant les carences des services publics que notre association dénonce pourtant depuis de nombreuses années ; et alimentant les fantasmes rendant les étrangers responsables d'injustices et d'inégalités sociales qui en réalité ne se résoudront pas par la haine et les divisions mais par davantage de solidarité. A deux reprises, les bénévoles ont tenté de réinvestir nos locaux. A deux reprises ils en ont été empêché·e-s, insulté·e-s et accusé·e-s d'être complices de trafic d'êtres humains dans l'archipel des Comores. Des accusations sans aucun fondement et, n'en déplaisent aux politicien·ne-s qui les reprennent dans leurs communications, sont le fruit des fantasmes véhiculés par les sphères d'extrême droite.

La Cimade a porté plainte contre X, pour diffamations publiques et menaces envers les biens et membres de notre association.

Les autorités publiques, par la voix du préfet de Mayotte, se refusent à intervenir, considérant que le risque de trouble engendré par une intervention pour disperser la manifestation serait supérieur aux troubles constatés sur place. Rien n'est donc fait au quotidien face aux intimidations dont sont victimes nos membres, au blocage illégal de l'entrée de nos bureaux et à l'atteinte à notre liberté associative. Cette situation, qui nous apparaît comme un aveu d'impuissance de l'Etat et une marque de délégitimation de notre mission pourtant d'intérêt général, est pour nous inacceptable.

Malgré cette stratégie d'intimidation et de harcèlement qui vise à délégitimer nos actions et à nous chasser du territoire, les équipiers et équipières de La Cimade sont toujours engagé·e-s sur le terrain.

Ces derniers événements ne font que démontrer l'importance de la présence des associations à Mayotte, qui ensemble œuvrent pour répondre aux besoins de l'ensemble des habitant·e-s, encore trop souvent délaissé·e-s par les politiques publiques. Nous démontrons ainsi qu'une autre société, plus hospitalière, plus juste, plus solidaire, est non seulement souhaitable, mais possible.



Nahel M., 17 ans, a été abattu à bout portant par un policier motocycliste après un refus d'obtempérer, mardi 27 juin, dans le quartier de la préfecture, à Nanterre. « Exécuté », selon les termes d'une avocate de la famille. Le policier a été placé en détention provisoire le j 29 juin, quelques heures avant le départ de la marche blanche sur les lieux du drame, à l'appel de Mounia, sa maman.

18 ans après Zyed et Bouna, 7 ans après Adama Traoré, pour ne citer qu'eux, rien ne change. L'impression de revivre les mêmes drames, les mêmes marches blanches, les mêmes révoltes. « Une balle dans la tête... C'est toujours pour les mêmes qu'être en tort conduit à la mort », résume Mike Maignan, gardien noir de l'équipe de France de football, via ses réseaux sociaux. « J'aimerais comprendre pourquoi la gâchette semble beaucoup moins lourde quand il s'agit d'un certain type d'individus », a réagi pour sa part son coéquipier Aurélien Tchouaméni. Oui, les leçons de Clichy-sous-Bois en 2005 n'ont servi à rien... On repense alors au dernier roman du slameur Rouda qui, dans *Les Mots nus*, écrit ceci à propos de la mort d'un adolescent tué par un policier à Toulouse en décembre 1998 : « Toujours la même histoire. Une bavure dont on dit qu'elle n'en est pas une. Une jeunesse triste de colère. Une jeunesse qui n'a pas de mots pour définir sa peine. Des mots qui ne lui appartiennent plus, car la sémantique est une arme imparable entre les mains des puissants. Un meurtre commis pas un flic devient un acte de légitime défense. Les indignés deviennent des casseurs. Une bavure devient un accident. »

Pourtant, depuis longtemps, des initiatives existent, coûte que coûte, pour réformer ce qui peut conduire au pire et créer un quotidien où la dite promesse républicaine reste bafouée. Lors d'un récent colloque, organisé par Espoir 18 à Paris, si des policiers étaient bien présents, l'institution avait, une fois de plus, refusé de venir réfléchir aux pistes en réflexion pour changer la donne.



POLITIQUES

« "Le JDD" ne peut devenir un journal au service des idées d'extrême droite », dénoncent plus de 400 personnalités

29 juin 2023

Les salariés et des figures du monde politique, économique, social, culturel, associatif ou sportif, parmi lesquelles Elisabeth Badinter, JoeyStarr et Lionel Jospin, se mobilisent contre la nomination de Geoffroy Lejeune à la tête de l'hebdomadaire.

Sidérés et inquiets qu'un appui revendiqué d'Eric Zemmour prenne la direction du *Journal du dimanche (JDD)*, nous soutenons la rédaction de ce dernier dans son combat. Depuis le jeudi 22 juin et l'information du journal *Le Monde* confirmée le lendemain par la direction du groupe Lagardère, les équipes du *JDD* sont en grève pour protester contre la nomination de Geoffroy Lejeune, qui dirigeait jusqu'à très récemment l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs actuelles*, condamné sous sa direction pour injures publiques à caractère raciste.

Acteurs du monde politique, économique, social, culturel, associatif ou sportif, nous ne pouvons nous résoudre à voir ce rendez-vous dominical de référence véhiculer des opinions contraires aux valeurs républicaines qu'il porte depuis soixante-quinze ans. Qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, qu'on le lise ou qu'on ne le lise pas, le *JDD*, avec ses qualités et ses défauts, est toujours resté attaché à la diversité des opinions. Il ne peut devenir un journal au service des idées d'extrême droite.

Premiers signataires : **Mathieu Amalric**, réalisateur et comédien ; **Juliette Armanet**, musicienne ; **Martine Aubry**, maire de Lille ; **Elisabeth Badinter**, philosophe ; **Pénélope Bagieu**, autrice de BD ; **Thomas Bangalter**, musicien ; **Laurent Berger**, ancien secrétaire général de la CFDT ; **Frank Berton**, avocat ; **Sophie Binet**, secrétaire générale de la CGT ; **Laure Calamy**, actrice ; **Yves Camdeborde**, chef cuisinier ; **Bernard Cazeneuve**, ancien premier ministre ; **Benoît Delépine**, réalisateur ; **Jean-François Delfraissy**, professeur de médecine ; **Alain Dinin**, PDG de Nexity ; **Grégory Doucet (EELV)**, maire de Lyon ; **Jean-Marc Dumontet**, directeur de théâtres ; **Marc Ferracci**, député Renaissance ; **Olivier Faure**, premier secrétaire du PS ; **Antoine Gallimard**, éditeur ; **Louis Gallois**, ancien PDG d'Airbus, de la SNCF ; **Nicole Garcia**, réalisatrice et actrice ; **Guillaume Hannezo**, banquier d'investissement ; **Serge Haroche**, prix Nobel de physique ; **Michel Hazanavicius**, réalisateur ; **Anne Hidalgo (PS)**, maire de Paris ; **Martin Hirsch**, président de l'Institut de l'engagement ; **JoeyStarr**, rappeur, producteur et comédien ; **Lionel Jospin**, ancien premier ministre ; **Kamel Kabtane**, recteur de la mosquée de Lyon ; **Sandrine Kiberlain**, actrice ; **Cédric Klapisch**, réalisateur ; **Marylise Léon**, secrétaire générale de la CFDT ; **Pierre Lescure**, journaliste ; **Maiwenn**, réalisatrice et comédienne ; **Valérie Masson-Delmotte**, paléoclimatologue ; **Nicolas Mathieu**, écrivain ; **Denis Ménochet**, comédien ; **Yannick Noah**, ancien tennisman, chanteur ; **Jean Nouvel**, architecte ; **Benoît Payan**, maire de Marseille ; **Bernard Pivot**, écrivain ; **Thomas Piketty**, économiste ; **Muriel Robin**, comédienne ; **Fabien Roussel**, député et secrétaire national du Parti communiste français ; **François Ruffin**, député Picardie Debout ; **Anne Sinclair**, journaliste ; **Leïla Slimani**, écrivaine ; **Benjamin Stora**, historien ; **Christiane Taubira**, ancienne garde des sceaux ; **Fred Vargas**, écrivaine



Feux de poubelles et scènes de violence cette nuit à la cité Ozanam à Schoelcher

Selon des témoignages qui se recourent et que confirme la gendarmerie, des groupes de personnes décident d'incendier des poubelles aux entrées de la cité Ozanam à Schoelcher.

Un témoin nous adresse ces quelques mots. "C'est la vraie débandade en ce moment à Ozanam Batelière. Ils sont nombreux, armés et ils ont mis le feu aux deux entrées de la cité Ozanam batelière". Plusieurs patrouilles de gendarmerie convergent vers la cité ainsi que les sapeurs-pompiers qui ont beaucoup de mal à intervenir en raison de la tension qui règne dans le quartier. Selon des témoignages c'est un différend entre un jeune et la gendarmerie pour une affaire de moto qui déclenche cette réaction. Pour d'autres, il s'agit d'actions de solidarité avec les émeutiers qui se manifestent dans plusieurs villes de France.



Les "Boss" des Antilles et de la Guyane

C'est un concours organisé dans 10 régions. "Be a boss" met en lumière les femmes qui entreprennent et qui partent à l'assaut du monde économique avec un projet innovant. Optique, création de produits cosmétiques à base de nos plantes médicinales, bières artisanales... 6 projets représentant les territoires de Guadeloupe Martinique et Guyane, ont été présentés hier.

Les candidates avaient 4mn pour présenter leur projet devant un public et un jury qui, en fin de journée a révélé les noms des 2 entrepreneuses qui représenteront la région Antilles-Guyane à la finale Nationale du concours, prévue le 21 septembre prochain à Paris. Carole Amposta est l'une des deux lauréates de ce concours régional. Son entreprise CUTANEX créée en avril 2022 valorise des produits de santé à base de plantes, dans les domaines de l'ethnopharmacologie et de la biomédecine.



La campagne dédiée aux étudiants bat son plein

Les étudiants ultramarins qui ont opté pour la mobilité, sont appelés à faire leur demande de « Passeport pour la mobilité des études ».

Ce dispositif de LADOM est un coup de pouce, pour ceux qui doivent voyager. L'an dernier, tout ou partie de 16.191 billets d'avions ont ainsi été financés.

L'information est importante et tombe à point nommé, pour tous les jeunes ultramarins qui envisagent de poursuivre leurs études hors de leur collectivité ; sitôt leurs examens passés, ils devront penser à la suite et faire toutes les démarches nécessaires, pour la finalisation de leur inscription, leur recherche de logement, ou encore leur installation. LADOM accompagne plusieurs milliers d'étudiants chaque année. Ils étaient 9276 en 2022, dont 83% d'élèves boursiers. Le coût total de l'opération, l'an dernier, s'est élevé à 14,84 millions d'euros.



solidarités
international

CAMEROUN

Frappé par trois crises humanitaires

Le Cameroun est confronté à une crise humanitaire inquiétante résultant d'une multitude de facteurs (conflit armé, pauvreté, sous-développement, et chocs climatiques), qui conduisent à des mouvements de populations importants et des pertes de moyens d'existence.

Depuis le début de l'année 2019, la situation sécuritaire s'est fortement dégradée dans tout le pays, rendant les conditions d'accès particulièrement difficiles pour les acteurs humanitaires, en particulier dans l'Extrême-Nord.

La région reste dans un état d'insécurité constante, en raison de la présence du groupe Boko Haram et d'affrontements directs avec l'armée camerounaise.

Le Cadre harmonisé estime à 1 920 802 le nombre de personnes qui seront vulnérables à l'insécurité alimentaire au cours de la période de soudure 2021. En mars 2021, l'UNHCR compte 1 945 610 déplacés. Les mouvements de population ont entraîné une perte significative des moyens d'existence des ménages hôtes et déplacés et une pression accrue sur les infrastructures de base et les ressources naturelles déjà limitées, dégradant la situation alimentaire et nutritionnelle. Les ménages pauvres tendent alors à recourir à des stratégies d'adaptation négatives pour accéder à la nourriture et aux revenus, leurs stocks de nourriture étant en forte diminution. De plus, ces déplacements peuvent provoquer des tensions entre la population réfugiée et les communautés d'accueil.

La crise dans la région de l'Extrême-Nord a de lourdes conséquences sur tout le pays, en particulier sur les activités économiques et les moyens de subsistance locaux.

La logique d'intervention de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE s'inscrit autour d'un objectif central de sauver des vies menacées par un contexte sécuritaire tendu et par les aléas climatiques, et de détérioration rapide des moyens d'existence des personnes déplacées et des populations hôtes et de retour.

Dans le département du Mayo Tsanaga, depuis 2017, via un consortium avec 3 autres ONG internationales, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a mis en œuvre des activités de restauration et de renforcement de la SANME intégrées avec l'EAH, dans le cadre du programme RESILI(A)NT.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE demeure un acteur humanitaire de première ligne dans le Nord du Logone et Chari, qui reste une des zones les moins couvertes par les acteurs humanitaires en raison des difficultés d'accès liées à l'insécurité et la faible acceptation des acteurs humanitaires.



Latrine dans un site de déplacés, site de Al-Genaina, 2022

« Les bailleurs de fonds et les instances doivent se mobiliser plus que jamais pour venir en aide aux dizaines de milliers de personnes qui aujourd'hui dépendent de l'aide humanitaire. Il faut fournir une aide à la hauteur des enjeux humains si spécifiques à cette région du Soudan » martèle Justine Muzik Piquemal. Au-delà de l'aide d'urgence qui serait vitale pour des dizaines de milliers de personnes, il est difficile aujourd'hui d'obtenir un financement à long terme pour travailler sur des approches et des solutions, s'adaptant au conflit et au changement climatique et qui permettraient à la population de sortir durablement de la crise.

Face à une situation qui ne fait qu'empirer et une population prise en étau et vouée à un avenir incertain, il est nécessaire aujourd'hui que la communauté internationale prenne la mesure de l'ampleur des besoins de la population dans cette région.

LA FONDATION ABBÉ PIERRE, PARTENAIRE CLÉ DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

La Fondation Abbé Pierre a pour mission de lutter contre le mal-logement en soutenant notamment des projets d'habitat répondant aux besoins des populations en situation de précarité. Elle apporte également son concours à des associations œuvrant dans le domaine du logement et de l'exclusion. Depuis 2020, elle est engagée auprès de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE.

Depuis 2022 et le début du conflit en **Ukraine**, la Fondation Abbé Pierre contribue à fournir une aide humanitaire d'urgence aux populations ukrainiennes en se mobilisant à nos côtés. Elle a ainsi soutenu un projet visant à garantir l'accès à des infrastructures sanitaires adéquates et dignes pour les personnes déplacées à Drohobytch, dans la région de Lviv. Le projet vise à améliorer les conditions de logement des personnes déplacées à travers la réhabilitation des services d'Eau, Hygiène et Assainissement dans des abris collectifs au sein de trois bâtiments de l'université de Drohobytch. Par ailleurs, le soutien de la Fondation Abbé Pierre a permis aux équipes de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE de distribuer des kits alimentaires à près de 2 100 ukrainiens en 2022.

Mais notre équipe tire la sonnette d'alarme car la situation alimentaire est elle aussi déplorable. Un tiers du pays souffre d'insécurité alimentaire. Une proportion qui risque de s'aggraver dans les prochains mois. Et pourtant, malgré ce constat terrifiant, les acteurs humanitaires peinent à venir en aide à la population à cause du manque de financement². L'insécurité permanente et la nature cyclique du conflit créent une lassitude, voire un désintérêt de la part des bailleurs de fonds entraînant inévitablement une baisse des financements donc une baisse de l'aide humanitaire directe aux populations.

L'armée burkinabè a une nouvelle fois été prise pour cible par des groupes armés. Au moins 34 soldats et supplétifs ont été tués lundi, un mois après trois attaques similaires qui avaient causé la mort d'une centaine de civils et militaires. *Pour autant, les autorités devraient exiger le respect des droits humains lors d'opérations anti-insurrection et garantir l'obligation de rendre des comptes pour tout abus*

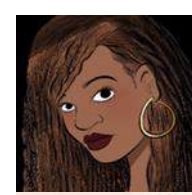


(Nairobi, le 29 juin 2023) – Les forces armées du Burkina Faso ont exécuté sommairement au moins 9 hommes et en ont fait disparaître de force et probablement tué 18 autres, lors de trois incidents survenus depuis février 2023 dans la province de Séno, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui. Lors d'un de ces incidents, les militaires ont sévèrement battu huit enfants âgés de 6 à 16 ans. L'armée aurait commis ces abus lors d'opérations anti-insurrectionnelles menées contre des groupes armés islamistes liés à Al-Qaïda et à l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), qui avaient pénétré dans le pays en provenance du Mali voisin. Ce conflit armé a causé la mort de près de 7900 personnes depuis 2021 et en a contraint plus de 2 millions à fuir leurs domiciles. En avril, les autorités militaires de transition du Burkina Faso ont annoncé une mobilisation générale dans le cadre d'un plan de reconquête des territoires saisis par les groupes armés, qui contrôlent probablement jusqu'à 40% du territoire du pays. Ce décret vise à donner un « *un cadre juridique, légal à l'ensemble des actions à mettre en œuvre pour faire face à la situation que vit le Burkina Faso* ».

« *Non seulement les exécutions et disparitions forcées commises par l'armée du Burkina Faso constituent des crimes de guerre, mais elles alimentent, parmi les populations ciblées, un ressentiment qui favorise le recrutement de certains de leurs membres par les groupes armés* », a déclaré Human Rights Watch. « *Les autorités du Burkina Faso devraient enraciner dans leur stratégie anti-insurrectionnelle la protection des civils, le respect des droits humains et établir des responsabilités pour les abus commis* ».

Toutes les personnes arrêtées, torturées et tuées par l'armée burkinabè lors des incidents documentés par Human Rights Watch appartenait à la communauté ethnique pastorale peule. Les groupes armés islamistes au Burkina Faso ont axé leurs efforts de recrutement sur les communautés peul en exploitant les doléances locales relatives à la pauvreté et à la corruption dans le secteur public.

S'adressant au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, a exprimé son inquiétude au sujet du fait que les opérations militaires au Burkina Faso « *font de plus en plus de victimes parmi les civils* ». Il a « *exhorté les autorités à écouter les revendications de la population relatives à toute forme d'impunité* » et à enquêter sur les allégations de violations des droits humains.



Réflexion : Qui doit vraiment changer de regard ?

1. J'écris ce dont j'ai envie



Je trouve une richesse incroyable à explorer les imaginaires afro, tant autour du continent que dans sa diaspora. Les occasions de nous rencontrer et de rencontrer nos cultures respectives ne sont pas toujours accessibles... Alors, pourquoi devrais-je m'empêcher de le faire via la fiction ? C'est ce qui me passionne, qui s'aligne avec moi (donc ma personnalité, mon afroféminisme, mon histoire, etc).

2. Je n'ai pas à prendre en charge les préjugés des autres



Si j'avais voulu privilégier les préjugés racistes du monde de l'édition, j'aurais accepté d' "universaliser"/d'"éclaircir"/de modifier Papillons Noirs comme on me le demandait à l'époque, ce n'est donc pas pour le faire aujourd'hui. De plus, je ne vois pas pourquoi je devrais conformer mes imaginaires à une audience qui ne s'y intéresse pas, ou ne voit pas la richesse de la diaspora. Ça veut simplement dire que ces personnes ne sont pas la cible et qu'elles sont libres de prendre un autre livre...

2. Je n'ai pas à prendre en charge les préjugés des autres



Si j'avais voulu privilégier les préjugés racistes du monde de l'édition, j'aurais accepté d' "universaliser"/d'"éclaircir"/de modifier Papillons Noirs comme on me le demandait à l'époque, ce n'est donc pas pour le faire aujourd'hui. De plus, je ne vois pas pourquoi je devrais conformer mes imaginaires à une audience qui ne s'y intéresse pas, ou ne voit pas la richesse de la diaspora. Ça veut simplement dire que ces personnes ne sont pas la cible et qu'elles sont libres de prendre un autre livre...

3. Je n'ai pas à endosser la charge raciale



"La charge raciale désigne la pression psychologique subie par les personnes exposées à de multiples formes de stigmatisation raciale, qui entraîne une adaptation constante de leurs comportements. Théorisée au Canada, par Rachid Bagaoui, et en France, par Maboula Soumahoro, ce concept est basé sur la notion anglophone de « Double Consciousness », évoquée par W. E. B. Du Bois et reprise par Frantz Fanon, pour décrire le conflit interne vécu par des groupes subordonnés ou colonisés dans une société oppressive." Wikipédia.

À lire aussi sur le sujet, l'article de Douce Dibondo "Qu'est-ce que la charge raciale qui pèse sur les personnes non-blanches ?" sur son blog Médiapart

Afrique-France : Emmanuel Macron veut encore faire du neuf avec du vieux

Les annonces du président Macron ce lundi 27 février ne manqueront pas, une fois de plus, d'être commentées comme autant de marqueurs de rupture avec le passé. Pourtant, à y regarder de plus près, les prétendus scoops du jour ont déjà fait l'objet d'annonces similaires dans un passé plus ou moins proche. La « nouveauté », au plan militaire notamment, consiste surtout à recycler une vieille recette du colonialisme français, qui se résume en trois mots : s'adapter pour perdurer.

Cette fois, ce n'était plus le *show* devant des étudiants africains, mais un discours à l'Élysée, devant « bon nombre d'acteurs de notre politique avec l'Afrique », a expliqué le président. Ce dernier n'a pas hésité à rappeler sa *punchline* de 2017, selon laquelle « *il n'y avait plus de politique africaine de la France* », expliquant simplement que ces mots « *toujours d'actualité [...] ne sont plus suffisants* ». La surenchère s'est donc faite autrement. « *L'Afrique n'est pas un pré carré* » pour la France, a expliqué le président, jurant chercher à se dégager du poids du passé. Son prédécesseur Nicolas Sarkozy n'avait rien dit d'autre, en 2010 : « *La politique de la France envers l'Afrique francophone n'est inspirée ni par l'idée de "pré carré" ni par une quelconque nostalgie coloniale.* ».

Sur la forme, en positionnant ce discours en miroir de celui de Ouagadougou en 2017, l'Élysée tente de faire passer cette tournée africaine d'Emmanuel Macron comme la première depuis sa réélection. C'est vouloir faire oublier la scandaleuse visite au Camerounais Paul Biya, en juillet dernier, que l'Élysée cherchait à faire accepter en mettant en scène un dialogue avec les « sociétés civiles » Pour **Pauline Tétillon, coprésidente de l'association Survie**, « *ce discours tente de planter un arbre pour cacher la forêt de compromissions françaises, 48 heures avant de s'envoler entre autres pour le Gabon de la dynastie Bongo, en pleine période pré-électorale, et le Congo du criminel Denis Sassou Nguesso. Par quelques annonces, en particulier au plan militaire, le président et ses conseillers tentent de reléguer au second plan une tournée aux étapes embarrassantes : il faut asséner une nouvelle fois que la Françafrique appartient au passé pour masquer le symbole de cette visite.* » « *Au plan militaire, le grand absent de ce discours, c'est bien le dispositif militaire issu de Barkhane : le président n'a rien dit des bases actuelles au Tchad et au Niger, qui ne sont pas des enclaves historiques encadrées par des accords de partenariat de défense. Derrière l'annonce d'une énième réduction des effectifs des bases pour mieux les maintenir, on reste dans le flou juridique au Sahel, avec un dispositif fantôme qui n'est plus une opération extérieure et qui échappe donc à tout contrôle parlementaire. Et on renouvelle la coopération militaire avec les dictatures, qui permet depuis 60 ans de maintenir un lien organique avec des régimes répressifs.* »

Au plan économique, le président a invité les entreprises françaises à redoubler d'efforts dans la compétition pour les marchés africains, présentés comme une formidable opportunité : un thème développé depuis dix ans dans différents rapports officiels, tels le rapport sénatorial « L'Afrique est notre avenir » (2013) de Jeanny Lorgeoux et Jean-Marie Bockel, le rapport « Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France » (2013) d'Hubert Védrine et Lionel Zinsou, le rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable » (2014) de Jacques Attali, etc. Dans le prolongement du Sommet de Montpellier, et bien que le changement de nom de l'Agence française de développement (AFD) prenne plus de temps que prévu, il est question de remplacer le terme d'« aide » par celui d'« investissement solidaire et partenarial » : une pirouette rhétorique qui correspond à l'histoire même de « l'aide »^[5] et à la mobilisation de l'AFD comme outil d'influence économique.

Enfin, concernant le **franc CFA**, le président poursuit l'opération de communication lancée à l'occasion de la réforme de façade du CFA d'Afrique de l'Ouest, en rappelant que la monnaie pourrait y changer de nom. Cette réforme ne concernait que 8 des 15 pays africains de la Zone franc a plutôt servi à sauver cette monnaie, de plus en plus contestée, en se débarrassant de quelques « *marqueurs symboliques qui concentraient toutes les critiques et [tous]les fantasmes* », avait expliqué Emmanuel Macron en mai 2021^[6]

Thomas Borrel de Survie conclut : « *Au terme de cet énième exercice de communication politique, certains ne manqueront pas de souligner une apparente différence avec ce qu'ils croient être la Françafrique. C'est oublier que cela a toujours été un système de domination évolutif, dont les réformes successives permettent la perpétuation, et impliquant des élites africaines comme celles dont aime s'entourer Emmanuel Macron et qui ne courent pas après les changements d'un système dont ils sont complices et qui leur ont tout donné.. Le président français dit qu'il ne regrette pas la Françafrique, et pour cause : il la prolonge en l'adaptant, comme l'ont fait tant d'autres avant lui.*

« [Immigration, terrorisme, colonisation... Les confidences de Macron en Afrique](#) », Le JDD, 29 mai 2021. Quelques mois plus tôt, en février 2020, un représentant du Trésor avait expliqué aux députés de la commission des Finances que ces choix avaient été dictés par « la volonté de sortir des irritants politiques : le nom, la question de la présence de la France dans les instances et la centralisation de 50 % des réserves de change », ajoutant que « des aspects essentiels ne changent pas ». Voir [Fanny Pigeaud et Ndongo Samba Sylla, « Réforme du franc CFA : les députés français mal informés par leurs techniciens ? »](#), blog Mediapart de Fanny Pigeaud, 24 février 2020.